A woman with dark skin and short, curly hair, wearing a black shirt, is holding a large, green, bumpy soursop fruit. She has a white flower in her hair. In the background, there are more soursop fruits and a red corrugated metal roof.

Une approche spatiale pour analyser l'insécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

Décembre 2022

Laura Giles Álvarez
Juan Carlos Vargas-Moreno
Aastha Patel
Alejandra Mejía
Nerlyne Jean-Baptiste



Copyright © 2022 Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.

Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.

N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque Interaméricaine de Développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'elles représentent.



Remerciements

L'équipe tient à remercier Yvon Mellinger, Marta Ruiz Arranz, Georgie Pierre, Rafael Millan, Geraud Albaret, Nicola Magri, Said Suire et le personnel du bureau de la Banque interaméricaine de développement, en Haïti, pour leur soutien lors de l'élaboration de l'étude.

À propos d'**Haïti**

Haïti est situé dans les Caraïbes sur le tiers ouest de l'île Hispaniola. Il est bordé par la République Dominicaine à l'est, la mer des Caraïbes et l'océan Atlantique Nord. La stratégie de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour le pays vise à contribuer à une croissance plus élevée, inclusive et plus durable qui favorise une réduction de la pauvreté, des inégalités et des écarts de développement.

À propos de la **BID**

La vocation de la Banque interaméricaine de développement (BID) est l'amélioration des conditions de vie en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Grâce à un soutien financier et technique aux pays qui s'efforcent de réduire la pauvreté et les inégalités, nous aidons à améliorer la santé et l'éducation, et à faire progresser les infrastructures. Son objectif est de parvenir à un développement durable et respectueux du climat. Fondée en 1959, la BID est une source de premier plan en financements pour le développement économique, social et institutionnel en Amérique Latine et dans les Caraïbes. La BID mène par ailleurs des recherches de pointe et offre des conseils en matière de politiques, une assistance technique et des formations à des clients des secteurs public et privé dans toute la région. La BID maintient un engagement ferme à obtenir des résultats mesurables et les normes les plus élevées d'intégrité, de transparence et de responsabilité.

À propos de **GeoAdaptive**

GeoAdaptive est une société internationale de services-conseils, de stratégie et de technologie en matière de planification du développement. Il se spécialise dans la résolution de problèmes économiques, environnementaux et sociaux complexes dans une variété d'industries et d'échelles en utilisant des analyses et des technologies avancées d'intelligence territoriale. En intégrant les données et analyses de localisation, l'économétrie spatiale, la conception et la planification, nous créons des stratégies pour nos clients dans le monde entier, réduisant leurs risques et maximisant leurs opportunités de croissance inclusive et durable. En Haïti, GeoAdaptive a soutenu la stratégie de la BID pour le pays en développant une approche spatiale pour cartographier et hiérarchiser les écarts de développement.

Contact: info@geoadaptive.com

Acronymes

CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau de systèmes d'alerte rapide aux risques de famine
FSIN	Réseau de prévention des crises alimentaires
IDB	Banque interaméricaine de développement
IHSI	Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
MARNDR	Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural
UNDP	Programme des Nations Unies pour le développement
UNSCN	Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

A background image showing two young children, a boy on the left and a girl on the right, both eating yellow corn cobs. The boy is wearing a white tank top and a beaded necklace. The girl is wearing a red patterned top. The image is partially obscured by a teal-colored text box in the center.

Résumé exécutif

Cette étude présente une analyse de l'insécurité alimentaire et de ses facteurs sous-jacents dans le département du Nord-Ouest en Haïti. Ce département est l'un des plus vulnérable et le plus touché par l'insécurité alimentaire en Haïti, avec 55 % de la population ayant besoin d'une assistance urgente (IPC 2022). À l'aide du Cadre intégré des phases de la sécurité alimentaire (IPC) et du Cadre de sécurité alimentaire (BID 2018) de la Banque Interaméricaine de développement (BID), cet article présente une analyse géo-spatiale, complétée par un examen d'autres facteurs socioéconomiques, pour donner un aperçu de ce qui aggrave cette crise alimentaire et des domaines les plus urgents à traiter. Les résultats montrent que le déclin de la production nationale - qui a été entravée par des infrastructures et des financements inadéquats, l'insécurité et les catastrophes naturelles - s'est produit parallèlement aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement internationale, affectant les importations conjointement avec les recettes provenant de l'aide. L'ensemble de ces facteurs a un effet négatif sur la disponibilité de la nourriture. Les contraintes d'approvisionnement, les restrictions de mobilité, les chocs de prix et les risques pour les revenus durables ont également un impact négatif sur l'accès à la nourriture. Les difficultés d'accès à l'eau potable et aux infrastructures sanitaires, ainsi que le manque de diversité au niveau des régimes alimentaires, entravent également l'utilisation de la nourriture, décrite comme la disponibilité d'aliments de qualité nécessaires pour atteindre un statut nutritionnel adéquat. En outre, la stabilité alimentaire n'est pas garantie en raison des problèmes liés aux dotations naturelles de la région, au manque ou à la faible capacité des infrastructures d'irrigation, à la vulnérabilité aux chocs climatiques, aux fluctuations des prix et à l'insécurité. Sur la base de ces résultats, ce document recommande 23 actions visant à augmenter l'accès aux services de base, à promouvoir une nutrition adéquate, à soutenir une agriculture productive et durable et à accroître la résilience aux chocs et aux fluctuations inhérentes à l'écosystème alimentaire. Plus important encore, le déploiement efficace de ces mesures nécessitera une approche coordonnée à tous les niveaux administratifs de l'Étatocal et national, en collaboration avec le secteur privé et la communauté des donateurs.

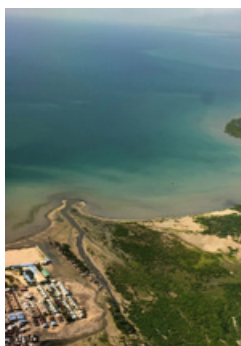
TABLE DES MATIÈRES



1. Introduction



2. L'insécurité alimentaire en Haïti et dans le département du Nord-Ouest



3. Une approche spatiale pour comprendre l'insécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest

3.1 Disponibilité de la nourriture

3.2 Accès à la nourriture

3.3 Utilisation de la nourriture

3.4 Stabilité alimentaire



4. Que peut-on faire pour promouvoir une plus grande sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest d'Haïti ?



5. Conclusions

Références

Annexe



1 Introduction

Haïti est confronté à des niveaux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés au monde. Le défi de l'insécurité alimentaire est récemment devenu l'une des priorités de l'agenda politique. La flambée des prix des denrées alimentaires due aux effets de la pandémie de COVID-19, à l'insécurité, aux catastrophes naturelles et aux effets de la guerre en Ukraine, a entraîné une crise alimentaire mondiale aux conséquences dévastatrices dans le monde entier. En effet, le Rapport mondial sur l'alimentation 2022 a constaté les niveaux de faim les plus élevés jamais signalés, avec près de 193 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë et nécessitant une aide urgente. Haïti est l'un des pays les plus touchés par la faim, avec le Soudan, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo et la Syrie (RCPA 2022). Avec une proportion estimée à 45 % de la population ayant besoin d'une aide urgente (IPC 2022), Haïti s'est classé 109^{ème} sur 116 pays dans l'indice de la faim dans le monde en 2021.¹ La faim et l'insécurité alimentaire aiguës sont liées à de graves problèmes de développement, tant à court qu'à long terme. L'insécurité alimentaire a des répercussions directes sur la santé des personnes et est souvent liée à la pauvreté. On a également constaté qu'elle avait des effets négatifs à long terme sur la population, tels qu'un développement cognitif limité et des résultats de développement inférieurs, notamment des résultats scolaires plus faibles (FAO / OMS 2021).

L'insécurité alimentaire est un phénomène multidimensionnel et complexe qui résulte souvent d'une combinaison de facteurs liés à l'offre et à la demande (BID 2018). En Haïti, l'agriculture joue un rôle important dans l'économie, générant environ 18 % du PIB et 50 % des emplois (Morris, Sebastian et Perego 2020). Pourtant, malgré l'importance de l'agriculture, sa productivité est faible par rapport aux normes internationales et le secteur est très vulnérable aux événements climatiques extrêmes. Les chaînes d'approvisionnement en Haïti sont fortement limitées par des infrastructures de faible qualité, des économies d'échelle limitées (reflétant la prévalence de l'agriculture de subsistance à petite échelle), un faible financement public et des zones de production qui nécessitent une meilleure connectivité. Le pays est également confronté à de graves problèmes socio-économiques et politiques, avec des manifestations récurrentes de grande ampleur et une insécurité croissante. Ces facteurs entravent le cadre institutionnel nécessaire à un secteur agricole florissant et nuisent encore davantage à l'approvisionnement adéquat en produits alimentaires. Du côté de la demande, les niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité, ainsi que l'érosion du pouvoir d'achat des ménages exacerbée par une forte inflation, ont entravé l'accès à la nourriture. La

hausse des prix internationaux des denrées alimentaires et des produits pétroliers en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et de la guerre en Ukraine continuera également à aggraver l'insécurité alimentaire, au cours des prochains mois.

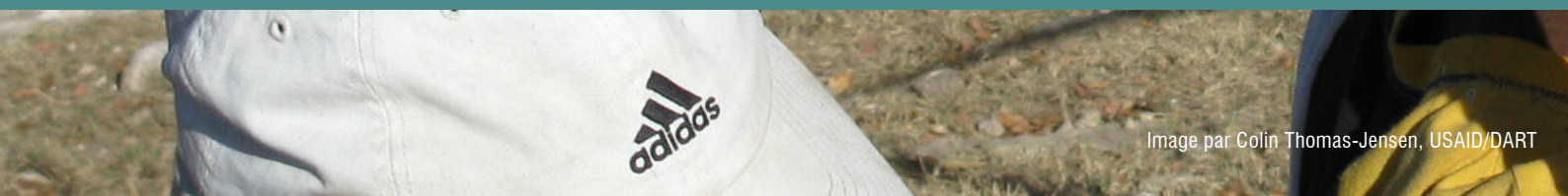
Le département du Nord-Ouest est l'un des départements d'Haïti les plus vulnérables et les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Les taux de pauvreté élevés, l'isolement géographique et les grands écarts de développement par rapport aux normes nationales reflètent les graves difficultés auxquelles cette région fait face (Giles Alvarez et al. 2021). En dépit d'un secteur agricole dominant, le département du Nord-Ouest présente également des taux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés du pays, 55 % de la population ayant besoin d'une aide urgente (IPC 2022). Six ménages sur dix vivant dans le département ont déclaré avoir recours à des stratégies d'adaptation « d'urgence » pour répondre à leurs besoins alimentaires ces dernières années (CNSA 2020). L'objectif de cet article est d'examiner en profondeur certains des facteurs qui contribuent à ces niveaux élevés d'insécurité alimentaire dans le Nord-Ouest et de recommander des mesures qui pourraient être promues pour atténuer le problème à l'avenir.

Ce document fait partie d'une série de quatre études analysant les écarts de développement, le commerce et les chaînes de valeur pour la production agricole en Haïti. Dans Giles Alvarez et al. (2021), le département du Nord-Ouest a été désigné comme l'un des plus vulnérables du pays, avec neuf écarts de développement ou plus affectant une personne sur quatre dans cette région. L'autre étude de la série (Giles Alvarez et al. 2022) développe des analyses du commerce et de la chaîne de valeur qui examinent le potentiel de promotion des produits agricoles pour l'exportation et une plus grande production nationale. Cette étude complète les deux autres en analysant l'insécurité alimentaire et ses facteurs sous-jacents. Elle propose des investissements et des stratégies ciblant les causes profondes et, à terme, améliorer la sécurité alimentaire. La section 2 expose la situation de la sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest, tandis que la section 3 présente les résultats d'une analyse spatiale et socio-économique des facteurs qui y contribuent. La section 4 propose des interventions politiques et des investissements ciblés pour atténuer l'effet des facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire, et la section 5 conclut.

¹ Voir www.globalhungerindex.org.



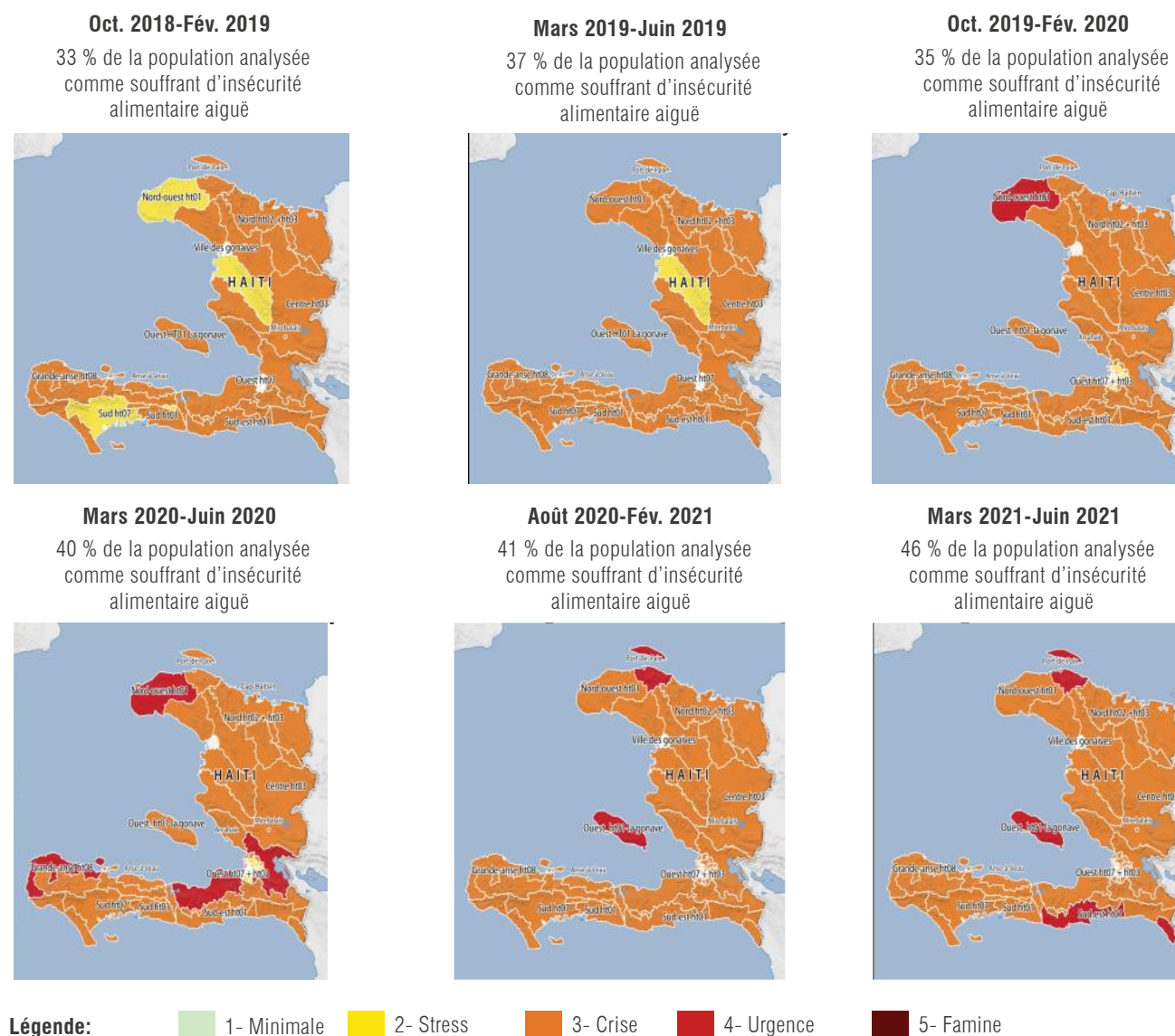
2 L'insécurité alimentaire en Haïti et dans le département du Nord- Ouest



Haïti est l'un des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde. Avec près de la moitié de la population confrontée à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire (IPC 2022), Haïti se classe 109^{ème} sur 116 pays dans l'indice de la faim dans le monde (2021), ce qui en fait l'un des 10 pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde (RCPA 2022). Comme le montre la figure 1, la proportion d'Haïtiens confrontés à une insécurité alimentaire aiguë a considérablement augmenté, passant d'une personne sur trois en 2018 à près d'une

sur deux aujourd'hui. Les raisons de cette situation sont complexes et interdépendantes, mais reflètent principalement une combinaison de facteurs, notamment l'insécurité, les phénomènes météorologiques extrêmes, la détérioration des conditions macroéconomiques et la faible productivité agricole (IPC 2022).² Au cours du premier semestre 2022, on estime que deux (2) zones sur trente-deux (32) dans le pays ont été catégorisées par la classification intégrée des phases de sécurité alimentaire (IPC) comme étant en situation d'urgence et les autres comme étant en situation de crise.³

Figure 1. L'évolution de l'insécurité alimentaire en Haïti



Source : Cadre intégré des phases de la sécurité alimentaire, disponible à l'adresse <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155096/> (consulté le 13 septembre 2022).

² Ces facteurs sont examinés en profondeur dans les sections suivantes.

³ L'IPC mesure l'insécurité alimentaire à un moment précis et analyse sa gravité en termes de menace pour les vies, les moyens d'existence, ou les deux. L'analyse de l'insécurité alimentaire combine des normes internationales - notamment les niveaux de consommation alimentaire, l'évolution des moyens d'existence, l'état nutritionnel et la mortalité - et les triangle avec plusieurs facteurs contributifs (disponibilité, accès, utilisation et stabilité de la nourriture, vulnérabilité et risques) analysés dans le contexte local. L'IPC utilise une échelle allant de 1 (minimale) à 5 (catastrophe/famine). Les niveaux 3 et plus sont considérés comme des niveaux aigus d'insécurité alimentaire.

Sept. 2021-Fév. 2022

44 % de la population analysée comme souffrant d'insécurité alimentaire aiguë



Mars 2022-Juin 2022

46 % de la population analysée comme souffrant d'insécurité alimentaire aiguë



Légende: 1- Minimale 2- Stress 3- Crise 4- Urgence 5- Famine

Source : Cadre intégré des phases de la sécurité alimentaire, disponible à l'adresse <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155096/> (consulté le 13 septembre 2022).

Le département du Nord-Ouest est confronté à certains des niveaux les plus aigus d'insécurité alimentaire en Haïti. Comme le montre la figure 1, le département a été classé en situation d'urgence le plus souvent au cours des quatre dernières années. Au premier semestre 2022, 55 % de la population avait besoin d'une aide urgente, ce qui est supérieur à la moyenne nationale de 46 % (IPC 2022) (figure 2). Les zones rurales du département du Nord-Ouest ont également été mises en évidence par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) comme comptant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire du pays, soit 82,7 % (CNSA 2019). Bien que l'agriculture soit la principale activité économique du département, l'isolement géographique de la région et le manque d'infrastructures et/ou la faiblesse des infrastructures existantes - telles que l'approvisionnement limité en chaîne du froid et les mauvaises conditions des routes et des installations portuaires - ont entravé l'inclusion de la production agricole dans les marchés d'exportation et limité l'accès aux canaux de distribution (Giles Alvarez et al. 2022b).

L'insécurité alimentaire élevée s'allie à d'autres défis de développement dans le département du Nord-Ouest. Caractérisé par un paysage largement aride, le département abrite 762 507 personnes et son chef-lieu, Port-de-Paix, est la deuxième plus grande ville d'Haïti.^{4,5} Selon la figure 3 et Giles Alvarez et al. (2021),

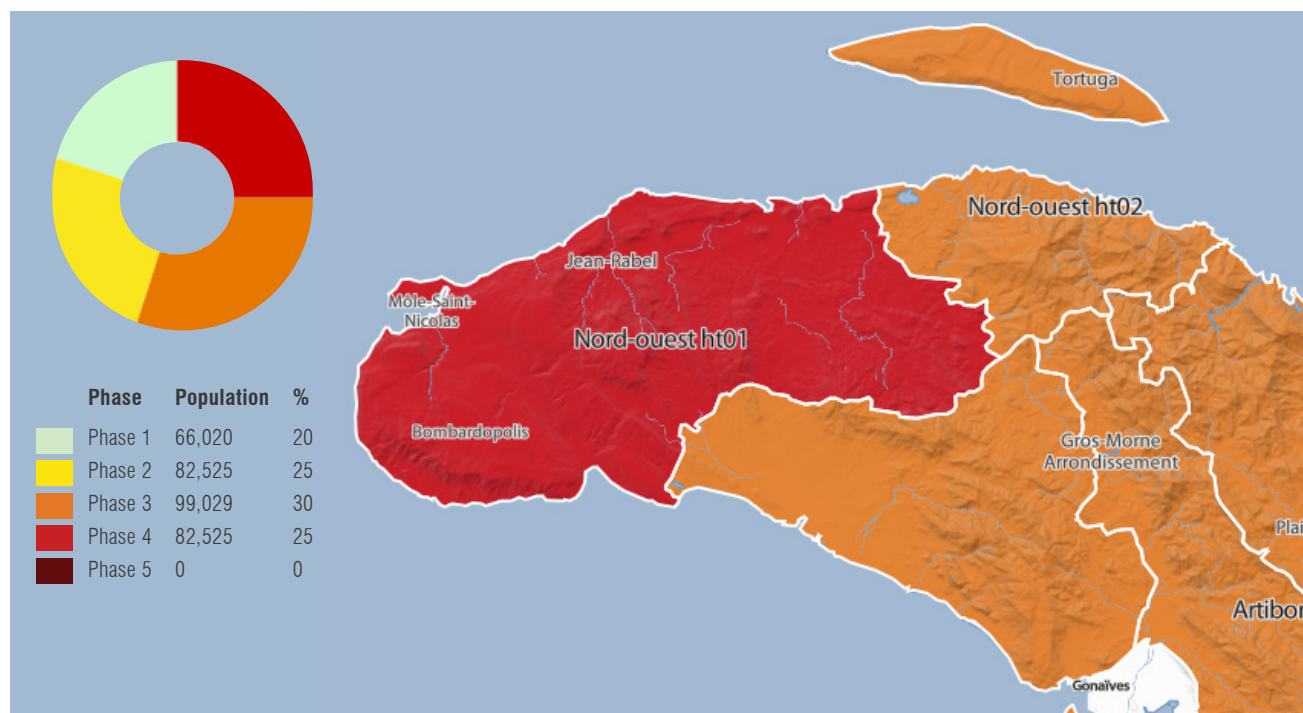
le département se distingue comme le département d'Haïti présentant la plus forte concentration d'écarts de développement et touche par les plus faibles niveaux de productivité, un isolement géographique, des conditions socio-économiques déficitaires et une mauvaise connectivité. Les taux d'inégalité et de pauvreté sont élevés, notamment dans les zones rurales : 30,7 % de la population du département, essentiellement rurale, est confrontée à des niveaux très élevés de pauvreté et d'inégalité des revenus (mesurés par un taux de pauvreté supérieur à 65,4 % et un coefficient de Gini de 0,63, respectivement).⁶

⁴ Port-au-Prince, la capitale et la plus grande ville du pays, abrite environ un million d'Haïtiens.

⁵ 57 % du département est classé comme sec ou aride.

⁶ Estimations réalisées à partir de Pokhriyal et al. (2019).

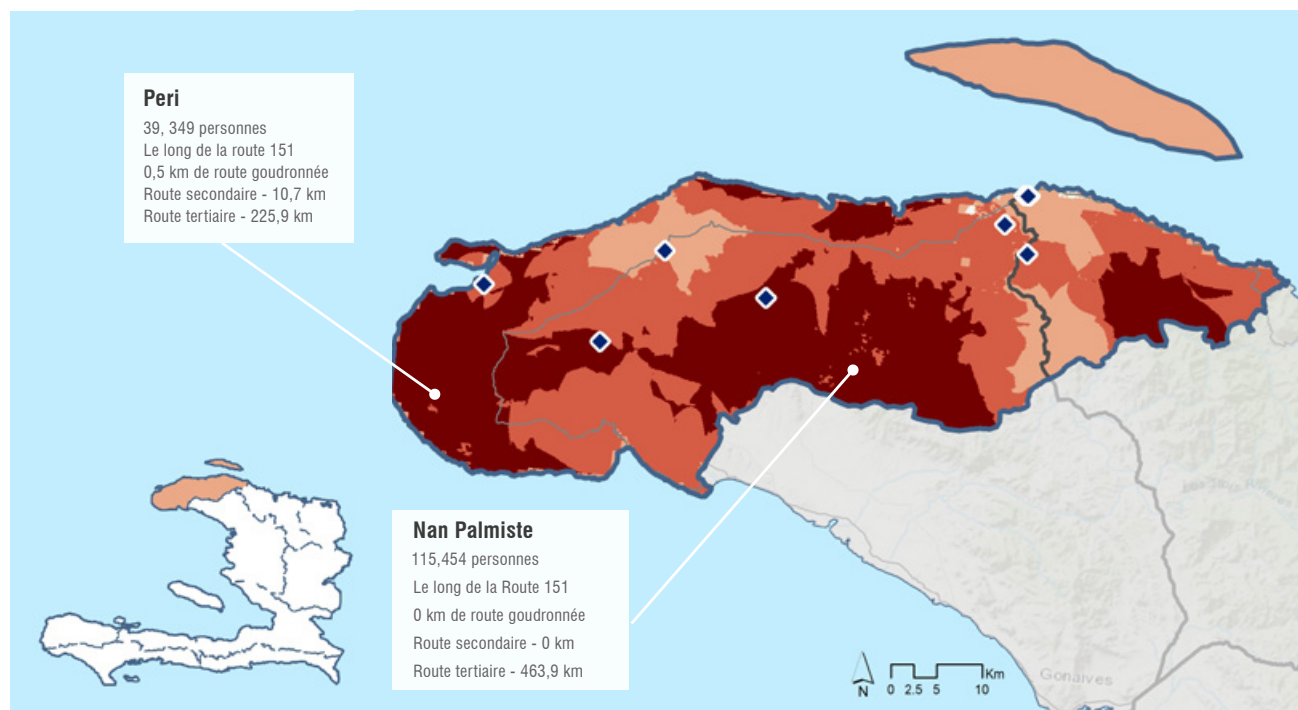
Figure 2. Classification de la phase de sécurité alimentaire intégrée du département du Nord-Ouest d'Haïti, mars-juin 2022



Source : IPC (2022).

Note : chaque phase classe différents niveaux de gravité de l'insécurité alimentaire : la phase 1 est qualifiée de minimale, la phase 2 de stress, la phase 3 de crise, la phase 4 d'urgence et la phase 5 de famine. IPC : Cadre intégré des phases de la sécurité alimentaire.

Figure 3. Écarts de développement dans le département du Nord-Ouest



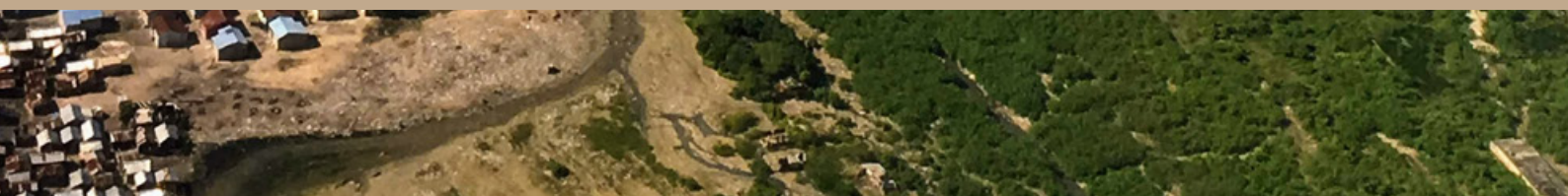
Source: Giles Alvarez et al. (2021).

Note: Les zones plus sombres indiquent une plus grande concentration des écarts (dans 9 secteurs ou plus), les zones plus claires indiquent des écarts dans 4 secteurs ou moins.



3

Une approche spatiale pour
comprendre l'insécurité
alimentaire dans le département
du Nord-Ouest



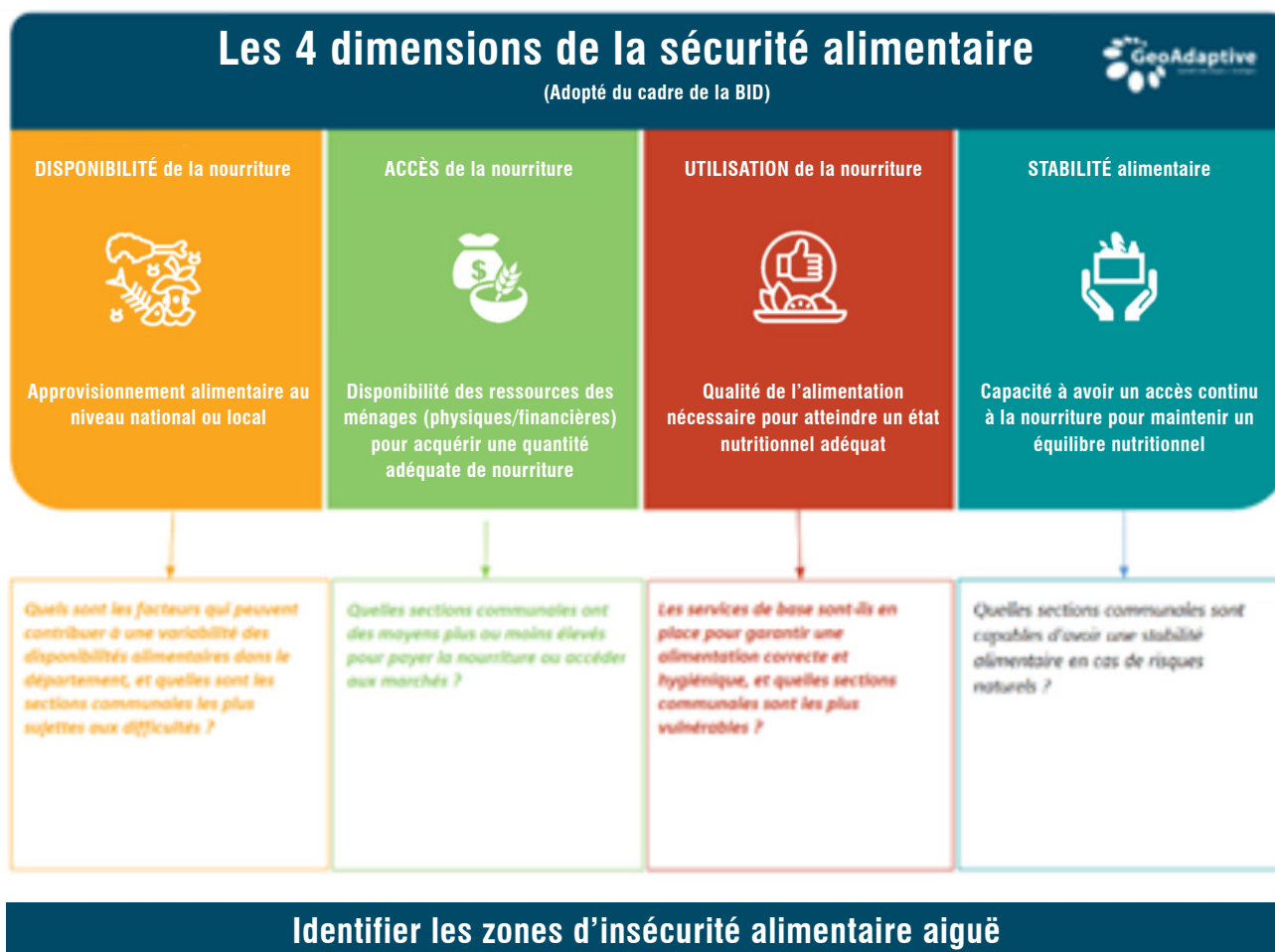
Cette section combine l'IPC et le cadre de sécurité alimentaire (BID 2018) de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour évaluer les facteurs qui entravent la sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest en Haïti. La sécurité alimentaire est définie comme la situation qui existe

« lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, salubre et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (FAO 2007, p. 1). Afin d'analyser les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire dans le Nord-Ouest du pays, ce document s'écarte de cette définition, adoptant une approche conforme aux systèmes alimentaires⁷, combinant les données de l'IPC et le cadre de sécurité alimentaire de la BID dans une analyse spatiale pour examiner les multiples facteurs qui entraînent ces niveaux élevés d'insécurité alimentaire.

Le cadre de sécurité alimentaire de la BID divise les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire en quatre dimensions. Ce faisant, il fournit une stratégie à plusieurs volets pour identifier les facteurs influençant l'offre et la demande qui contribuent à l'insécurité alimentaire (figure 4) :

1. **Disponibilité de la nourriture** : les facteurs qui contribuent à une augmentation, une variation ou une réduction de la disponibilité des aliments.
2. **Accès à la nourriture** : les facteurs qui déterminent la disponibilité des ressources des ménages pour acquérir des quantités adéquates de nourriture.
3. **Utilisation de la nourriture** : la disponibilité des services permettant de garantir la qualité de l'alimentation nécessaire pour atteindre un statut nutritionnel adéquat.
4. **Stabilité alimentaire** : les facteurs qui contribuent à un accès continu à la nourriture pour maintenir un équilibre nutritionnel.

Figure 4. Le cadre de la sécurité alimentaire



Source : Préparé par les auteurs à partir de la BID (2018).

⁷ Plus précisément, les systèmes alimentaires comprennent toutes les activités nécessaires à la plantation, la récolte, la transformation, l'emballage, le transport, la distribution, la commercialisation, le commerce, la consommation et l'élimination des déchets (UNSCN 2016).

L'analyse spatiale sélectionne des indicateurs et des critères de référence clés, les référence géographiquement et classe les zones en fonction de la gravité des faiblesses identifiées. L'approche spatiale utilisée dans ce document prend des indicateurs clés liés aux quatre dimensions de la sécurité alimentaire et les analyse sur une base géographique à un niveau désagrégué dans le département. L'approche spatiale a été conçue pour compléter d'autres évaluations en capturant et en représentant à travers ses dimensions des subtilités spécifiques désagrégées et géographiques, dont la compréhension peut, à son tour, aider à la conception d'actions plus ciblées. Les indicateurs utilisés dans chaque dimension se trouvent à l'annexe 1. Tout d'abord, des indicateurs spécifiques et des seuils d'écart sont sélectionnés sur la base des données disponibles et de la littérature existante. Ensuite, les indicateurs individuels sont superposés afin d'identifier les lacunes et de classer les domaines du département en lacunes moins graves, graves et plus graves. Les lacunes sont identifiées comme étant des domaines qui sont sous-performant par rapport à l'indice de référence sélectionné. Les données utilisées pour cette analyse ont été obtenues auprès du ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDP) et d'organisations internationales, dont la BID, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et l'Agence américaine pour le développement international, entre autres.⁸

L'analyse spatiale est ensuite complétée par un examen des autres facteurs socio-économiques qui influent sur les dimensions de la sécurité alimentaire. L'analyse spatiale fournit une évaluation géo-référencée des facteurs clés qui affectent les quatre dimensions du cadre, en développant des recommandations pour des investissements ciblés qui pourraient avoir un effet positif sur la sécurité alimentaire. Toutefois, ces résultats rendent compte des relations spatiales et n'indiquent pas nécessairement une corrélation ou une forte composante statistique. La portée de ce type d'analyse est également limitée par la disponibilité des données et des informations. Ce type d'analyse dans le département du Nord-Ouest, par exemple, ne peut pas prendre en considération des variables telles que les transferts de fonds, les fluctuations de prix et les scores de diversité alimentaire des ménages dans l'approche spatiale en raison de la disponibilité limitée de données granulaires. Par conséquent, l'analyse spatiale est également complétée par un examen des conditions socio-économiques qui affectent les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. Enfin, même si ces approches spatiales conduisent à la définition de domaines d'investissement clés et à la conception d'interventions, elles ne fournissent qu'une feuille de route initiale. Des évaluations, des conceptions et des études de préfaisabilité supplémentaires adaptées à chaque dimension ou secteur sont recommandées afin de développer des solutions politiques évolutives et des opérations efficaces basées sur les besoins de chaque secteur. Les sections suivantes présentent les résultats de l'analyse.

3.1 Disponibilité de la nourriture

Malgré le grand potentiel de production alimentaire en Haïti, la disponibilité de la nourriture a diminué au cours des dernières années en raison de facteurs nationaux et internationaux. La dimension de la disponibilité alimentaire évalue l'approvisionnement alimentaire, soit par la production nationale, soit par les importations ou l'aide (BID 2018). En Haïti, la

chute de la production nationale, qui a été entravée par l'insuffisance d'infrastructures de qualité et de financements, l'insécurité et les catastrophes naturelles, s'est accompagnée d'une hausse des prix des produits importés et d'un blocage de l'aide au secteur. L'ensemble de ces facteurs a un effet négatif sur la disponibilité de la nourriture.

3.1.1 Production intérieure

L'agriculture est un secteur clé dans le département du Nord-Ouest. Si l'agriculture est un secteur important en Haïti, générant 18 % du PIB et environ 50 % de l'emploi (Morris, Sebastian et Perego 2020), le secteur est particulièrement important dans le département du

Nord-Ouest, qui récolte un large éventail de groupes de cultures, notamment des racines, des tubercules, des amidons et des céréales (MARNDP 2014). L'agriculture emploie également plus de la moitié de la population du département, ce qui est supérieur à la moyenne nationale

⁸ Compte tenu des limites de l'échelle de disponibilité des données spatiales, un modèle de régression linéaire ne répondait pas aux normes analytiques pour être considéré comme suffisamment robuste pour inférer, statistiquement, les causes de l'insécurité alimentaire.

de 46,1 % (IHSI 2012).⁹ Cependant, malgré l'importance de l'agriculture dans le département, divers défis entravent la production et l'offre agricoles, réduisant ainsi la disponibilité des aliments.

L'insuffisance des infrastructures de production et de distribution, notamment les routes, l'irrigation et les installations de production, entrave la production, le transport et la transformation des produits agricoles. Le tableau 1 montre les lacunes en matière de routes goudronnées et de routes agricoles, d'irrigation et de centres de traitement dans le département du Nord-Ouest. Au total, ces lacunes touchent 16,9 % de la population et 28 % du département. Les sections communales de la Mare Rouge, de la Mahotièrre, de la Pointe des Oiseaux, du Bas de Sainte Anne, et des Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas) sont particulièrement vulnérables à ces lacunes. Les routes de qualité insuffisante touchent 25,1 % de la

population du département. Cela exacerbe l'isolement géographique du département et entrave les chaînes d'approvisionnement et la mobilité, ce qui réduit finalement la production du secteur agricole (Giles Alvarez et al. 2022b). En outre, 22 % de la population est située dans des zones où l'irrigation est insuffisante. Cela limite la capacité de production, notamment en raison de la nature aride du sol. En outre, 16,5 % de la population du département du Nord-Ouest a un accès limité aux centres de transformation agricole, ce qui réduit le potentiel de création d'emplois du secteur et limite la possibilité de production à valeur ajoutée.

Tableau 1. Infrastructure de production et de distribution agricoles dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

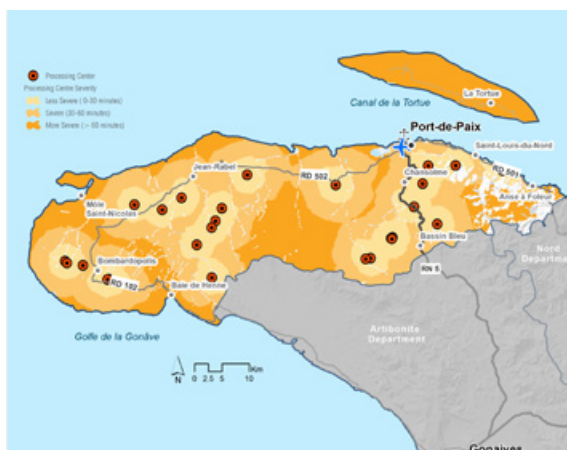
<p>A. Disponibilité de routes goudronnées et de routes agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> 25,1 % de la population a un accès limité aux routes goudronnées et agricoles. Haut des Moustiques, Mahotièrre, Mare Rouge, Pointe des Oiseaux, et Réserve ou Ti Paradis sont les sections communales dont l'accès est le plus limité. 	
<p>B. Disponibilité de l'irrigation</p> <ul style="list-style-type: none"> 90 % des terres arables sont situées dans des zones de sécheresse qui nécessitent une irrigation importante pour être productives. 22 % de la population est située dans des zones où les terres irriguées sont limitées. Dessources, Mare-Rouge, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Mare Rouge, et des Forges sont les sections communales avec la plus faible disponibilité d'irrigation. 	

Source : Préparé par les auteurs.

⁹ Ces données proviennent de l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme de 2012 (IHSI 2021), qui sont les dernières données disponibles au niveau des ménages en Haïti.

C. Disponibilité des centres de traitement

- 16,5 % de la population a un accès limité aux centres de transformation agricole.
- Mahotièrre, Mare Rouge, Pointe des Oiseaux, Lacoma, et Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas) sont les sections communales dont l'accès est le plus limité.



Source : Préparé par les auteurs.

Les défis socio-économiques entravent la productivité et les transports.

Si Le cadre institutionnel de la production, de la distribution et du commerce agricoles est entravé par un financement limité, qui tend à être le fait des donateurs. Bien que l'agriculture soit le principal secteur économique du pays, seuls 2,5 % du budget de l'État pour l'exercice 2022 (0,2 % du PIB) ont été alloués à ce secteur, soit beaucoup moins que les dépenses des donateurs. L'aggravation de la sécurité ces dernières années a également réduit la mobilité et entravé la distribution de nourriture. Enfin, les pratiques agricoles peu mécanisées et manquant d'économies d'échelle limitent les rendements potentiels (Van Vliet et al. 2017). Les exploitations agricoles du département du Nord-Ouest sont assez petites – moins d'un carreau¹⁰ – et 46,3 % d'entre elles sont axées sur l'agriculture de subsistance (MARNDP 2008). Le manque d'infrastructures et de soutien à la mécanisation, aux engrais et à la qualité des semences a également été identifié comme l'un des 10 principaux défis du secteur agricole dans le département.¹¹ La pandémie de COVID-19, ainsi que les manifestations sociales récurrentes et l'insécurité croissante, ont encore entravé la production nationale, réduit l'accès des agriculteurs aux intrants de production et au financement, et limité l'accès à l'assistance technique et à la distribution en raison des restrictions de déplacement et de mobilité.¹²

Les événements climatiques extrêmes récurrents entravent la productivité et réduisent les rendements.

Le département du Nord-Ouest est vulnérable aux événements climatiques extrêmes, notamment les sécheresses, les inondations, les tempêtes et les tremblements de terre. Cela entrave la capacité de production et le rendement des cultures. Le département a subi des sécheresses et des inondations répétées qui ont eu un impact négatif sur la production agricole, entraînant la perte de récoltes et de revenus pour les ménages les plus pauvres. Par exemple, le département a connu de graves inondations au cours du premier trimestre de 2022 qui ont fait plusieurs morts, endommagé des infrastructures et causé des pertes agricoles. La saison de croissance du printemps 2022 a également été compromise en raison des déficits pluviométriques de mars à mai. Le département a également été frappé par diverses tempêtes tropicales et ouragans, notamment l'ouragan Irma en 2017 et la tempête tropicale Isaias en 2021. Les tremblements de terre sont également fréquents : le département a enregistré 37 séismes d'une magnitude d'au moins 1,5 sur l'échelle de Richter au cours de la seule année écoulée.¹³

3.1.2 Importations et aides

Haïti est un pays grandement dépendant des produits alimentaires importés, qui représentaient en moyenne 19,6 % des biens importés entre 2016 et 2020. Pendant la pandémie de COVID-19, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale ont exercé des pressions sans précédent sur

l'approvisionnement alimentaire et ont contribué à faire grimper les prix (RCPA 2022). Les tensions géopolitiques liées à la guerre en Ukraine ont encore perturbé l'approvisionnement alimentaire mondial, entraînant des effets dévastateurs sur les pays importateurs de denrées alimentaires tels qu'Haïti.

¹⁰ En Haïti, le carreau est une unité de mesure foncière. Un carreau de terrain en Haïti est équivalent à 1,29 hectare ou 3,18 acres de terrain.

¹¹ Recensements et enquêtes agricoles du ministère de l'agriculture.

¹² Voir BID, « Mercredi de Réflexion », disponible sur <https://iadb.libguides.com/MRHaiti> (consulté le 13 septembre 2022).

¹³ Voir le suivi des tremblements de terre à l'adresse <https://earthquaketrack.com/ht-03-port-de-paix/recent> (consulté le 13 septembre 2022).

Haïti est fortement tributaire de l'aide, qui a atteint, selon les estimations, 2,7 % du PIB au cours de l'exercice 2022, soit près de la moitié des recettes intérieures perçues cette année-là. Toutefois, les recettes de l'aide sont en baisse depuis le tremblement de terre de 2010, passant de 5,7 % du PIB en moyenne sur les exercices 2011 et 2012 à 1,8 % du PIB en

moyenne sur les exercices 2021 et 2022.¹⁴ Les dépenses annuelles d'aide au secteur agricole ont représenté en moyenne 9,4 % du total des recettes provenant de l'aide, soit 0,5 % du PIB, entre 2010 et 2020.¹⁵ Cette somme représente plus du double du montant alloué au secteur par le budget de l'État pour l'exercice 2022.

3.2 Accès à la nourriture

L'accès limité à la nourriture est généralement le résultat de difficultés liées à l'accès physique et aux revenus. L'accès à la nourriture implique la capacité des ménages à obtenir et à acheter physiquement de la nourriture, qui est liée à la fois à la distance et à l'offre, ainsi qu'à la disponibilité de revenus (BID 2018). Dans le département du Nord-Ouest, les contraintes d'approvisionnement, les restrictions de mobilité, les chocs de prix et les risques pour les revenus durables entravent l'accès à la nourriture. D'après l'analyse

spatiale présentée ci-dessous, 8,3 % de la population et 12 % de la zone couverte par le département du Nord-Ouest ont un degré élevé de difficulté d'accès à l'alimentation. La plus forte concentration de population à risque se trouve aux Côtes de Fer (Anse-à-Foleur), Bas de Sainte Anne, Lafague (Chamoise), la Pointe et Mayance.

3.2.1 Facteurs liés à l'offre

L'isolement géographique et les mauvaises infrastructures de transport entravent l'approvisionnement et donc l'accès à la nourriture dans le département du Nord-Ouest. Comme indiqué précédemment, le département souffre d'un isolement géographique et d'un manque d'infrastructures de transport adéquates, ce qui limite la disponibilité et l'accès à la nourriture. Comme le montre le tableau 2, 40,9 % de la population du département du Nord-Ouest a un accès limité à la nourriture en raison de la longue durée de déplacement (plus de 60 minutes) pour atteindre les marchés ou les zones de production. Cela est dû à une mauvaise infrastructure de transport et des réseaux de marché inadéquats pour distribuer la production aux marchés locaux. Les sections communales de Derourvay, du Haut des Moustiques, des Granges, de la Mare Rouge et de la Pointe des Oiseaux sont confrontées aux plus graves difficultés d'accès à la nourriture.

L'insécurité et la vulnérabilité aux chocs climatiques entravent également la mobilité, ce qui, avec la hausse des prix alimentaires internationaux, réduit l'accès à la nourriture. Comme cela a été évoqué de manière récurrente dans ce document, les niveaux élevés et croissants d'insécurité réduisent la mobilité dans le département, ralentissant le processus de transportation pouvant faciliter la distribution alimentaire et augmentant les prix intérieurs. L'aggravation de la sécurité s'est traduite

par une pénurie croissante de produits alimentaires, qu'ils soient produits localement ou importés. Au niveau national, 33 % et 66 % de la population ont identifié la violence armée et les enlèvements, respectivement, comme la principale raison entravant l'accès aux marchés en 2019 (CNSA 2019). Depuis, la sécurité s'est encore détériorée. Les prix internationaux des denrées alimentaires ont également augmenté de façon spectaculaire en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement pendant la pandémie de COVID-19 et des effets de la guerre en Ukraine, qui se sont produits parallèlement à une dépréciation de la monnaie nationale. Le taux d'inflation annuel des produits importés a atteint 41,7 % en juin 2022, contre 14,2 % en juin 2021, et le taux d'inflation annuel des produits alimentaires a été de 30,7 % en juin 2022, contre 15 % en juin 2021. Enfin, les chocs climatiques réduisent les possibilités d'accès à la nourriture en raison des infrastructures de production et de transport endommagées. Étant donné que le département est éloigné de la capitale et que les installations portuaires de Port-de-Paix sont confrontées à de graves difficultés, cela contribue également à retarder les efforts de reconstruction et de remise en état et ralentit les efforts pour augmenter l'accès à la nourriture après ces événements.

¹⁴ L'aide a légèrement augmenté depuis le tremblement de terre de 2021. Données obtenues à partir de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/April> (consulté le 13 septembre 2022).

¹⁵ Données obtenues auprès de l'Initiative internationale pour la transparence des données à l'adresse <https://iatistandard.org/en/iati-tools-and-resources/> en utilisant le code de secteur 311 (consulté le 13 septembre 2022).

Tableau 2. Accès à la nourriture et aux revenus dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

<p>A. Accès à la nourriture</p> <ul style="list-style-type: none"> 40,9 % de la population n'a qu'un accès limité à la nourriture, compte tenu de la longueur des trajets pour atteindre les marchés ou les zones de production. Les sections communales de Derourvay, du Haut des Moustiques, des Granges, de la Mare Rouge et de la Pointe des Oiseaux sont confrontées aux défis les plus importants. 	
<p>B. Accès aux revenus</p> <ul style="list-style-type: none"> 15,6 % de la population vit dans des conditions de pauvreté aiguë (> 63,7 % de pauvreté de revenu).¹ Les sections communales de Chansolme, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Bas des Moustiques, Côtes de Fer (Anse-à-Foleur), et Carreau Datté font face aux plus grands défis. <p>¹ Ce seuil a été choisi sur la base d'une analyse de la distribution des quartiles.</p>	

Source : Préparé par les auteurs.

3.2.2 Facteurs liés à la demande

Les niveaux élevés de pauvreté et la hausse des prix réduisent le pouvoir d'achat et par conséquent entravent l'accès à la nourriture. Les niveaux de pauvreté dans le département du Nord-Ouest sont plus élevés que la moyenne nationale : 63 % par rapport à la moyenne nationale de 58 %.¹⁶ Comme le montre le tableau 2, 15,6 % de la population (118 739 personnes) du département vit dans une zone de grande pauvreté, ce qui peut entraver la capacité à acquérir de la nourriture. Les sections communales de Chansolme, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Baie des Moustiques, Côtes de Fer (Anse-à-Foleur) et Carreau Datté font face aux défis les plus importants. Enfin, les risques liés à la durabilité des sources de revenus des ménages s'ajoutent également aux facteurs liés à la demande et pourraient

contribuer à un accès limité à la nourriture en période de ralentissement économique. Par exemple, plus de la moitié de la population du département (51 %) dépend des transferts de fonds comme principale source de revenus. La pandémie de COVID-19 et la volatilité de la gourde haïtienne ont affecté le niveau de consommation des ménages directement dépendants des transferts, entraînant des baisses de pouvoir d'achat (MARNDR 2014 ; CNSA 2019),¹⁷ et contribuant à la dégradation de la sécurité alimentaire dans le département.

¹⁶ Les derniers chiffres datent de 2012, et la pauvreté a probablement augmenté depuis. Ces mesures ont été obtenues à partir de Pokhriyal et al. (2019)

¹⁷ 60 % des ménages ont également constaté une perte de revenus ou de salaires pendant la pandémie (UNDP 2022).

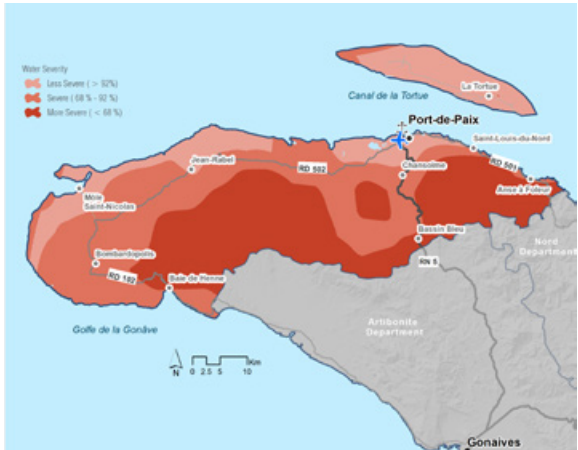
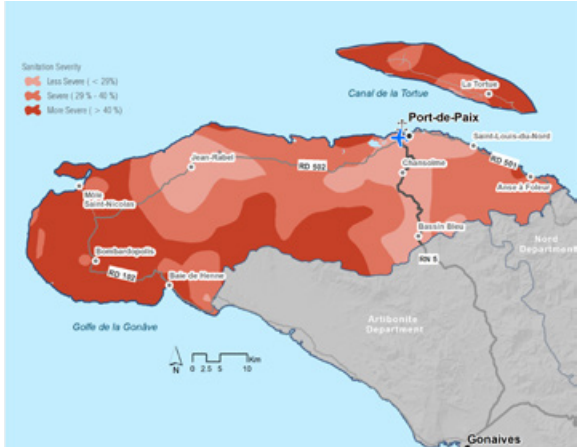
3.3 Utilisation de la nourriture

L'utilisation de la nourriture est souvent entravée par un accès limité à l'eau potable, un assainissement inadéquat et de mauvaises pratiques d'hygiène. La sécurité alimentaire ne fait pas seulement référence aux systèmes agricoles productifs et à l'accès physique aux marchés. Elle s'articule également autour de la bonne utilisation des aliments en termes de sécurité et de nutrition. Elle désigne donc la capacité des personnes à se procurer de la nourriture et à maintenir un régime alimentaire de qualité pour obtenir des résultats nutritionnels positifs (BID 2018). Des facteurs tels que l'accès réduit à l'eau potable et à un assainissement adéquat, ou le manque de diversité dans les régimes alimentaires, empêchent une utilisation adéquate de la nourriture dans le département du Nord-Ouest.

Le département du Nord-Ouest présente des obstacles paralysant l'accès à l'eau et aux installations sanitaires, ce qui entrave

probablement la sécurité et l'utilisation des aliments. Comme le montre le tableau 3, 36,4 % de la population fait un usage limité des sources d'eau améliorées et 20,2 % fait un usage restreint d'un système d'assainissement approprié, préférant la défécation en plein air. Ces entraves sont plus importantes dans les sections communales de Citerne Rémy, Carreau Datty, Mayance et l'Estère Déré. Les milieux ruraux sont particulièrement exposés à une utilisation inadéquate de la nourriture en raison de l'accès limité à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Un accès restreint à l'eau et aux installations sanitaires peut également entraîner la contamination de l'eau et la transmission de maladies, avec des effets néfastes sur la santé de la population. Par exemple, l'enquête démographique sur la santé 2016/2017 a souligné que 19,7 % des enfants de moins de 5 ans avaient souffert de diarrhée au cours des deux semaines précédant l'enquête. L'épidémie de choléra dont Haïti a souffert de 2010 jusqu'à la fin de la décennie était également en partie due aux mauvaises conditions d'assainissement (USAID 2021).

Tableau 3. Accès aux installations d'eau et d'assainissement dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

<p>A. Accès à des sources d'eau améliorées</p> <ul style="list-style-type: none"> 36,4 % de la population fait un usage limité des sources d'eau améliorées. Les sections communales du Haut des Moustiques, de Mahotière, des Granges, de Derourvay et de Lacoma ont des taux particulièrement bas d'utilisation de sources d'eau améliorées par les ménages. 	
<p>B. Accès à des installations sanitaires améliorées</p> <ul style="list-style-type: none"> 20,2 % de la population n'a qu'un usage limité de l'assainissement approprié, préférant la défécation en plein air. Les sections communales du Haut des Moustiques, de Mahotière, de Plate Forme, de Mare Rouge et des Forges sont confrontées aux plus grands défis concernant l'utilisation d'installations sanitaires améliorées. 	

Source : Préparé par les auteurs.

Des taux élevés de retard de croissance ou d'anémie indiquent que la diversité alimentaire pour assurer une utilisation adéquate de la nourriture est insuffisante. Même si la population dispose d'un accès et d'une disponibilité alimentaires adéquats, des régimes alimentaires de mauvaise qualité et peu diversifiés contribuent à l'insécurité alimentaire et se traduisent par des niveaux élevés de retard de croissance, d'anémie ou de problèmes de santé connexes. En 2019, le département du Nord-Ouest a été identifié comme l'une des régions du pays où la diversité alimentaire est la plus faible. Le département compte la plus forte proportion de ménages consommant deux groupes d'aliments ou moins régulièrement (près d'un ménage sur trois), des proportions de ménages parmi les plus élevées déclarant ne jamais consommer d'aliments riches en vitamine A (près de la moitié), et la proportion de ménages la plus élevée déclarant ne pas consommer d'aliments riches en fer (près de trois sur quatre) (CNSA 2019). L'insécurité alimentaire peut être associée à une mauvaise alimentation, qui a également des conséquences directes sur la santé de la population.

Selon l'enquête démographique de santé 2016/2017, dans le département du Nord-Ouest, 20,3 % des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance, 65 % des enfants de moins de 5 ans et 45,9 % des femmes de 15 à 49 ans sont anémiques, et seulement 24,8 % des enfants de 6 à 23 mois répondent aux exigences minimales en matière de diversité alimentaire (IHE et ICF International 2018).

3.4 Stabilité alimentaire

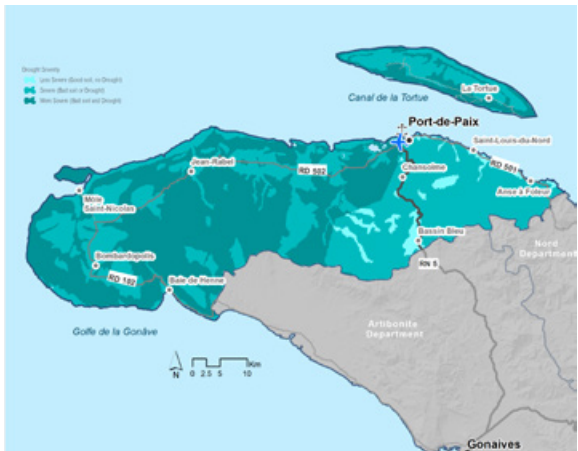
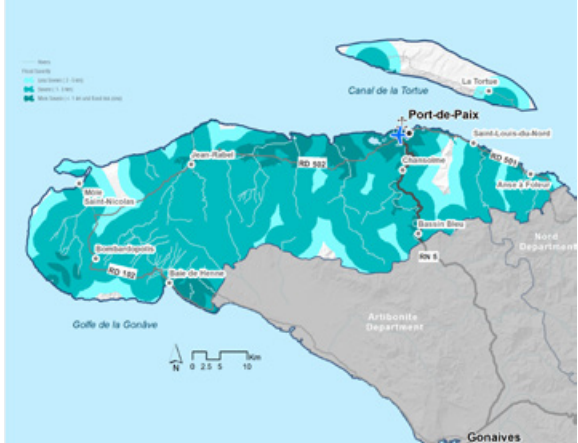
La stabilité alimentaire n'est pas garantie. La stabilité alimentaire fait référence à la capacité de maintenir un approvisionnement alimentaire adéquat face à des chocs inattendus. Ces chocs peuvent inclure des risques naturels, des fluctuations de prix, des ruptures d'approvisionnement ou l'insécurité (BID 2018). Dans le département du Nord-Ouest d'Haïti, la stabilité alimentaire n'est pas garantie en raison de la dotation naturelle du département, de sa vulnérabilité aux chocs climatiques, des fluctuations des prix et de l'insécurité.

Près de 27 % de la population vit dans des zones à risque de sécheresse et 23,2 % dans des zones à risque d'inondation, ce qui peut entraver la stabilité alimentaire. La plus forte concentration de population à risque se trouve dans les sections communales de la Corne, Aubert, Lacoma, des Forges, et de la Baie des Moustiques.

Comme nous l'avons vu précédemment, les terres sèches et arides, combinées à une érosion importante, limitent la stabilité alimentaire dans le département du Nord-Ouest. Selon une analyse récente de l'Université de Quisqueya, 57 % des terres du département du Nord-Ouest sont classées comme arides ou sèches, ce qui nécessite d'importantes ressources d'irrigation qui ne sont actuellement pas disponibles. L'érosion des sols constitue également un défi pour la stabilité alimentaire : 41 % du territoire est confronté à des risques élevés dus à l'érosion, qui est considérée comme l'un des problèmes les plus graves par la population.¹⁸ Comme indiqué dans d'autres sections de ce document, le département est également très vulnérable aux événements climatiques extrêmes, notamment les sécheresses et les inondations.

¹⁸ <https://uniq.edu.ht/feuilles-de-route/>

Tableau 4. Zones à risque de sécheresse et d'inondation dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

<p>A. Zones à risque de sécheresse</p> <ul style="list-style-type: none"> 27 % de la population (205 503 personnes) vit dans des zones de sécheresse. Grande Source, Lacoma, Vieille Hatté, Guinaudée et Réserve ou Ti Paradis sont les sections communales présentant le risque le plus élevé. 	
<p>B. Zones à risque d'inondation</p> <ul style="list-style-type: none"> 23,2 % de la population (177 263 personnes) vit dans des zones inondables. Aubert, Baudin, la Corne, Lacoma, et Guinaudée sont les sections communales présentant le risque le plus élevé. 	

Source : Préparé par les auteurs.

L'escalade de la violence des gangs et les manifestations récurrentes nuisent également à la stabilité alimentaire. Ces dernières années, Haïti a connu une insécurité croissante et des manifestations sociales récurrentes qui nuisent à la stabilité alimentaire. Le département du Nord-Ouest a connu plusieurs manifestations sociales de grande ampleur, ainsi que des enlèvements et des violences entre gangs,¹⁹ qui entravent les chaînes d'approvisionnement et empêchent la stabilité alimentaire. Les problèmes de sécurité croissants à Port-au-Prince, qui est le point d'entrée de la plupart des importations dans le pays, ont également entravé la stabilité alimentaire dans tout le pays. Un exemple en est le retard dans la réponse humanitaire et l'aide à la suite d'événements climatiques extrêmes, en raison du contrôle par des gangs des principales voies de transport depuis la capitale.

Les fluctuations de prix réduisent également la stabilité alimentaire. En plus d'augmenter

continuellement, les prix des produits de base ont connu des fluctuations importantes ces dernières années. Haïti est un importateur net de nourriture et de carburant, ce qui rend le pays vulnérable aux fluctuations de prix de ces produits sur les marchés internationaux. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les tensions géopolitiques ont entraîné des changements dans les prix des marchandises sur les marchés internationaux ; ces fluctuations ont des répercussions directes sur la population haïtienne et affectent la stabilité alimentaire. En outre, le contrôle des principales voies de transport et d'approvisionnement par les gangs a eu un impact direct sur l'offre et donc sur les prix en Haïti. Par exemple, en 2021, les gangs ont pratiquement paralysé l'activité économique en bloquant l'approvisionnement en carburant du terminal de Varreux, laissant le pays pratiquement sans carburant pendant des semaines. Pendant cette période, un gallon d'essence ou de diesel se vendait à plus de 1,500 gourdes, alors que les prix officiels sont respectivement de 250 et 350 gourdes. Cela a également entraîné des fluctuations des prix d'autres biens et services (FEWS NET, 2022).

¹⁹ Voir « Libération collective de 29 otages à Tibwadom », Le Nouvelliste, 8 janvier 2022, disponible à l'adresse <https://lenouvelliste.com/article/237375/liberation-collective-de-29-otages-a-tibwadom>



4

**Que peut-on faire pour
promouvoir une plus grande
sécurité alimentaire dans le
département du Nord-Ouest
d'Haïti ?**

Comme indiqué dans les sections précédentes de ce document, Haïti, et le département du Nord-Ouest en particulier, est confronté à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire qui sont le résultat de multiples facteurs. Le problème de l'insécurité alimentaire en Haïti est grave et complexe. Ce document a utilisé le cadre de sécurité alimentaire de la BID et de l'IPC pour démêler certains des facteurs qui affectent les quatre dimensions de l'insécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest (BID 2018). Sur la base des conclusions de la section 3, ainsi que des informations de la FAO et des discussions avec les spécialistes sectoriels de la BID dans le pays, cette section recommande des actions et propose des investissements géographiquement ciblés qui pourraient contribuer à atténuer certains des facteurs contribuant à

l'insécurité alimentaire dans le département à travers les quatre dimensions analysées.²⁰ Les recommandations ne constituent pas une liste exhaustive de toutes les actions qui pourraient ou même devraient être menées pour atténuer l'insécurité alimentaire dans le département. Compte tenu de l'ampleur des défis, la lutte contre l'insécurité alimentaire nécessitera une approche coordonnée, intégrée et multisectorielle impliquant tous les niveaux administratifs de l'État, du local au national, ainsi qu'avec le secteur privé et la communauté des donateurs.

4.1 Développer l'accès aux services de base pour améliorer et compléter l'accès et l'utilisation de la nourriture

L'élargissement de l'accès aux services de base pourrait améliorer la nutrition, l'alimentation hygiénique et la capacité des ménages à se procurer de la nourriture, tout en tenant compte des contraintes liées aux ressources physiques et financières. L'accès et l'utilisation des aliments pourraient ainsi être directement améliorés. Voici les interventions proposées pour favoriser un meilleur accès aux services pouvant favoriser une plus grande sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest : (1) développer les transferts monétaires inconditionnels pour fournir les ressources nécessaires à l'achat de nourriture, ainsi que les transferts monétaires conditionnels (par ex., les programmes « argent contre travail ») qui peuvent construire des actifs communautaires (par ex., les points d'eau, infrastructures d'irrigation, serres) ; (2) promouvoir des programmes de producteur à producteur pour créer des marchés locaux organisés où les agriculteurs peuvent vendre leurs produits dans des conditions d'hygiène adéquates, et où la population locale peut accéder à une plus grande variété de produits – ces initiatives pourraient également être soutenues en investissant dans les structures des marchés formels et informels existants et dans les infrastructures de transport, comme le soutien aux activités des Madan Sara ;²¹ (3) étendre

les programmes d'eau et d'assainissement en dehors de Port-de-Paix afin d'accroître l'accès et d'améliorer les normes d'hygiène dans les zones rurales du département du Nord-Ouest, une intervention qui peut avoir des effets positifs sur l'utilisation des aliments – cela pourrait inclure l'investissement dans des pompes manuelles avec de l'eau filtrée, la collecte de l'eau de pluie pour la consommation et l'irrigation, les sources d'eau souterraine, les points de distribution d'eau à petite échelle et les infrastructures d'assainissement dans les ménages et les communautés ; (4) étendre l'électrification hors réseau à l'échelle communautaire afin de garantir le fonctionnement des chambres froides et le maintien des besoins de base en électricité dans les magasins et sur les marchés, afin de favoriser l'accès physique ;²² (5) promouvoir les rations alimentaires mensuelles pour les familles pauvres avec des conditions liées à la scolarisation des enfants afin de favoriser l'accès financier et une meilleure utilisation de la nourriture ; (6) fournir des financements et des allocations pour promouvoir l'achèvement de l'éducation de base et secondaire pour les femmes et les jeunes afin de favoriser l'accès financier et une meilleure utilisation de la nourriture ; et (7) étendre les cliniques mobiles et les unités médicales dans les zones rurales mal desservies afin d'améliorer l'utilisation de la nourriture.

²⁰ La numérotation des interventions proposées dans le texte correspond à celle des figures.

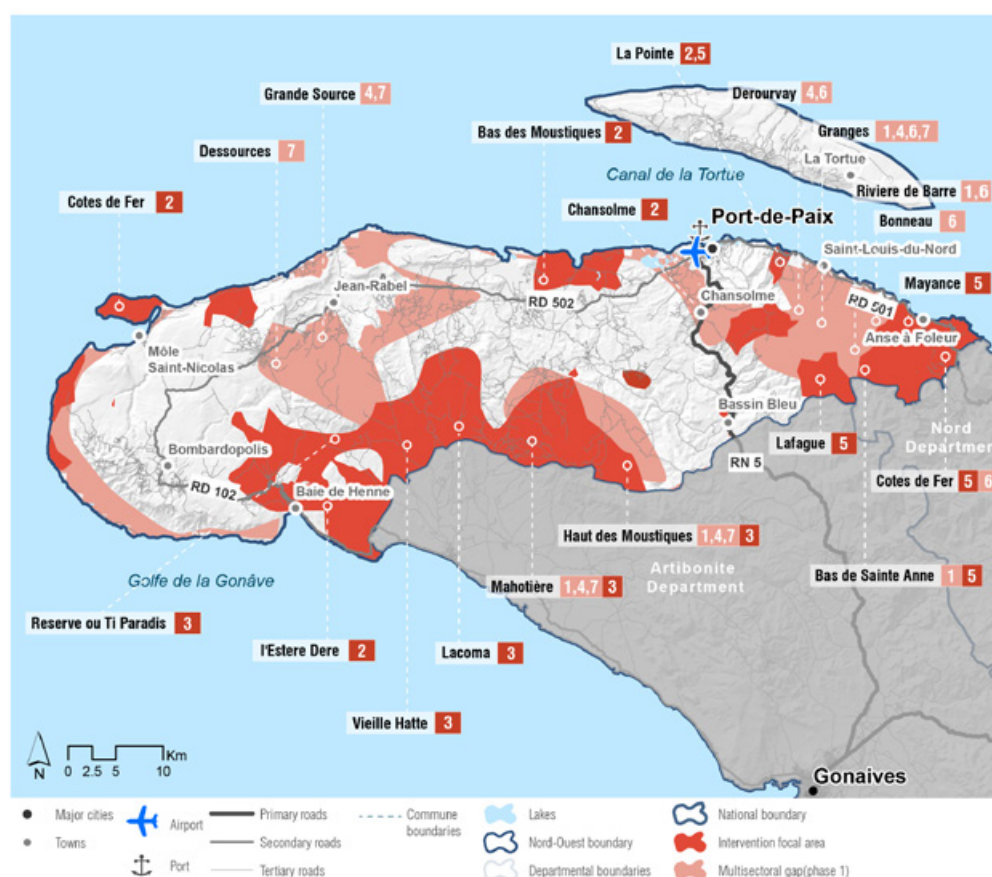
²¹ Les Madan Sara sont principalement des femmes rurales qui achètent des produits dans les zones rurales, généralement près de leur lieu de résidence, et les transportent vers de plus grands marchés ruraux, régionaux ou urbains.

²² G Les lacunes en matière d'électrification entravent particulièrement les processus de production et de stockage et réduisent l'accès aux produits alimentaires qui sont disponibles dans d'autres zones où l'électricité est disponible.

Ces interventions pourraient bénéficier à environ 20 sections communales, améliorant les services de base pour près de 463 094 personnes et ayant des effets positifs directs sur l'accès et l'utilisation de la nourriture (figure 5) Il y aurait aussi probablement des avantages indirects, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et dans

l'économie locale avec une éventuelle réduction de la pauvreté. Bien que le département du Nord-Ouest dans son ensemble bénéficie de ces interventions, la carte de la figure 5 met en évidence des sections communales spécifiques telles que le Haut des Moustiques, la Mahotièrre et les Granges qui pourraient particulièrement bénéficier de chacune de ces sept interventions.

Figure 5. Zones focales pour les interventions de sécurité alimentaire visant à améliorer les services de base dans le département du Nord-Ouest d'Haïti



Source : Préparé par les auteurs.

4.2 Promouvoir une nutrition adéquate

Des programmes visant à promouvoir une nutrition adéquate sont proposés pour favoriser les progrès à long terme des indicateurs de développement sanitaire et améliorer l'accès et l'utilisation des aliments ainsi que la stabilité de la chaîne d'approvisionnement dans le département du Nord-Ouest. En suivant chronologiquement l'énumération de la section précédente, les programmes suivants sont proposés : (8) en réponse aux fermetures d'écoles dues à l'insécurité, aux catastrophes naturelles et à la pandémie de COVID-19, mettre en place et étendre les programmes de repas scolaires pour les ménages touchés par la pauvreté et ayant une forte concentration d'enfants souffrant d'un retard de croissance, ce qui aurait des effets positifs sur les trois dimensions de la sécurité alimentaire

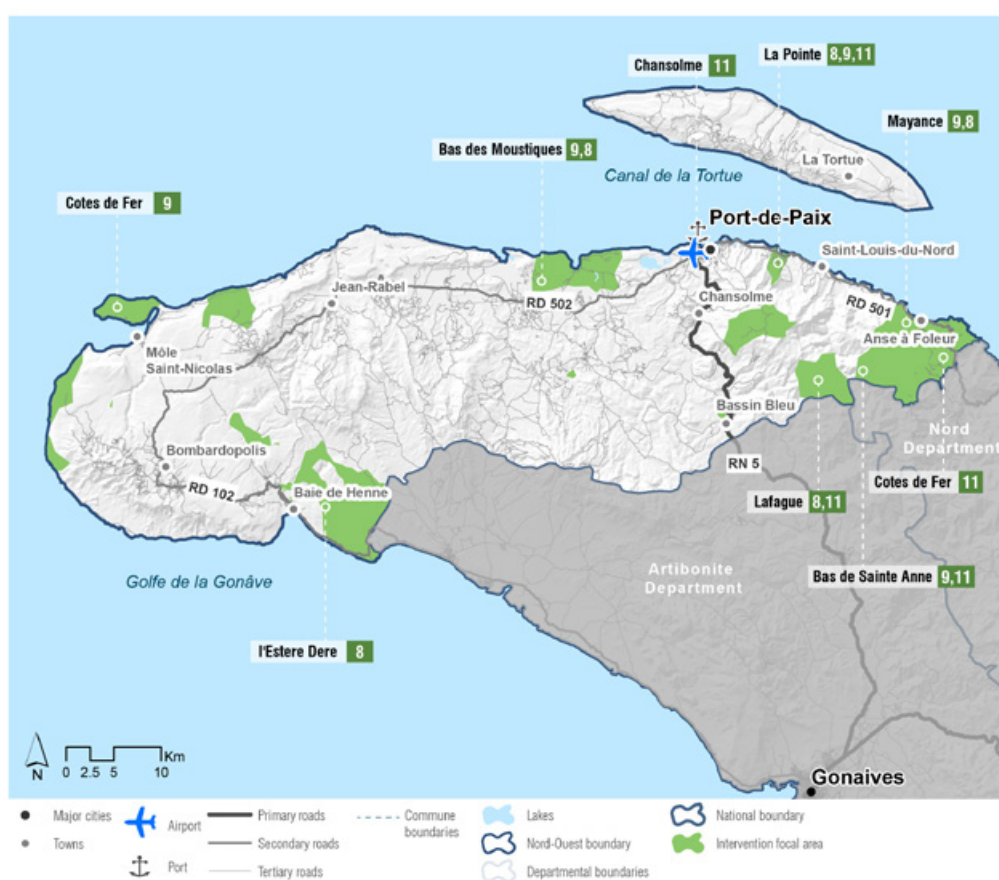
mises en évidence ; (9) promouvoir des campagnes de sensibilisation liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition pour s'assurer que la population comprend les pratiques d'utilisation correcte de la nourriture ; (10) s'assurer que l'accès à la nourriture et les interventions de sécurité alimentaire en général comprennent une composante d'enrichissement des aliments (par ex., fer et autres macronutriments manquants dans le département) afin de promouvoir une nutrition adéquate et d'améliorer l'utilisation des aliments ; et (11) mettre en place des programmes pour développer les compétences de la population en matière d'enrichissement des aliments, de production d'en-cas, d'emballage et de jardins potagers – en particulier pour les ménages dirigés par des femmes – afin d'améliorer le régime alimentaire des ménages. Cette

proposition finale soutiendrait les efforts actuels du Bureau de Nutrition et Développement et de l'Organisation de Développement Rural Intégré du Nord-Ouest pour aborder la sécurité alimentaire dans le département. Par exemple, les potagers pour les écoles et les groupes de citoyens pourraient être un moyen positif d'augmenter l'accès et l'utilisation de la nourriture d'une manière inclusive et de s'attaquer aux contraintes d'accès et de revenus paralysant les secteurs clés de la population.

Ces interventions pourraient bénéficier à environ neuf sections communales, assurant l'accès à une

nutrition adéquate à près de 55,077 personnes (figure 6). Les interventions auraient probablement des effets positifs directs sur l'accès à la nourriture, son utilisation et sa stabilité. Ils pourraient également avoir des effets positifs indirects sur des secteurs tels que l'éducation et la santé, les moyens de subsistance et l'environnement. Bien que le département dans son ensemble bénéficie de ces interventions, la carte de la figure 6 met en évidence des sections communales spécifiques telles que Bas de Sainte Anne, La Pointe et Mayance qui pourraient particulièrement bénéficier de chacune de ces interventions.

Figure 6. Zones focales pour les interventions de sécurité alimentaire visant à promouvoir l'accès à une nutrition adéquate dans le département du Nord-Ouest d'Haïti



Source : Préparé par les auteurs.

4.3 Soutenir une agriculture productive et durable

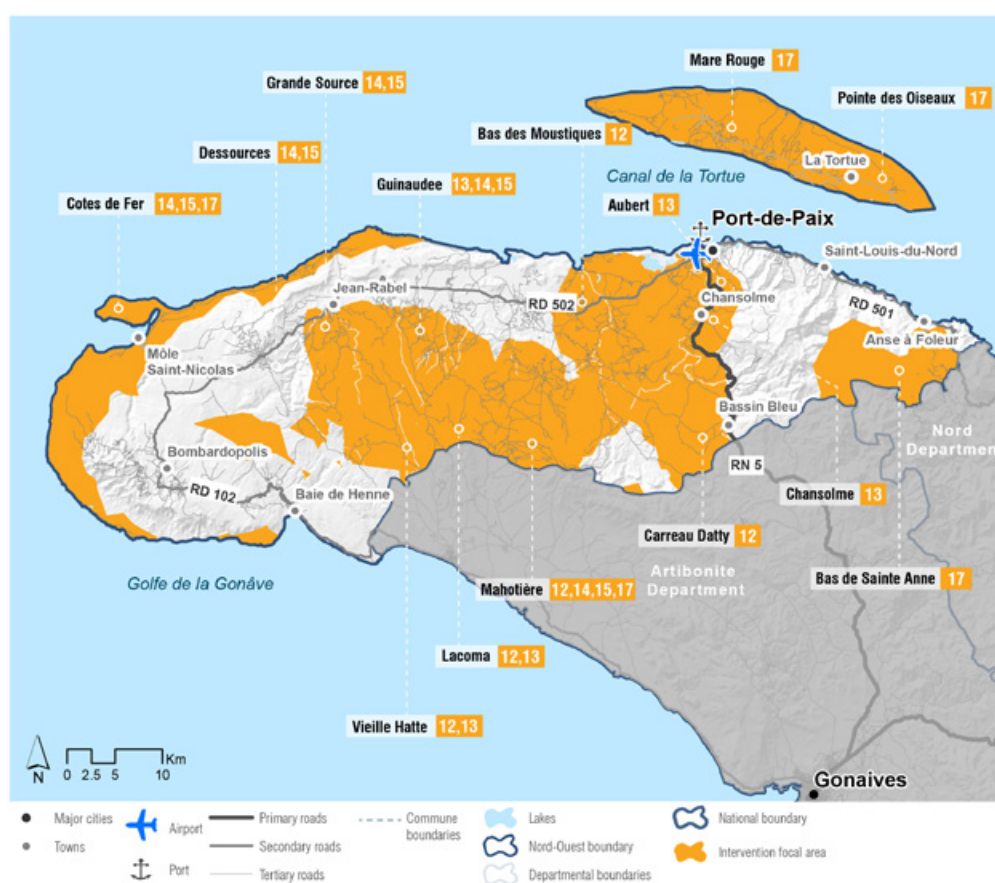
Ces interventions visent à aborder et à améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture dans le département du Nord-Ouest, principalement par le biais d'opportunités techniques et de diversification, avec des effets positifs sur la disponibilité, l'accès et la stabilité des aliments. En suivant chronologiquement l'énumération de la section précédente, voici les interventions proposées : (12) augmenter le financement pour l'expansion de l'irrigation, en donnant la priorité

aux systèmes d'irrigation de petite et moyenne taille, ou étudier la possibilité de promouvoir une utilisation plus étendue des sources d'eau souterraine et de l'irrigation au goutte-à-goutte ; (13) améliorer les infrastructures routières secondaires et tertiaires et leur entretien pour garantir l'accès aux installations de transformation et aux itinéraires de la ferme au marché, en tenant compte du renforcement de la sécurité pour les itinéraires clés de la chaîne d'approvisionnement ; (14) améliorer la post-

production en augmentant la capacité de stockage post-récolte ainsi que les stocks alimentaires et les réserves de céréales ; (15) investir dans des installations de stockage de la chaîne du froid dans les lieux de collecte clés pour accompagner l'expansion des réseaux électriques soulignée dans l'action 4 ; (16) fournir une supervision et une gestion pour accroître l'intensification des cultures ; et (17) fournir des paquets et une assistance techniques ciblés (par ex., semences, engrais, équipements, etc.), couplés à des solutions financières (par ex., garanties de crédit, prêts, etc.), en particulier pour soutenir les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes.

Ces interventions pourraient bénéficier à environ 14 sections communales, améliorant la productivité et la durabilité pour près de 574,375 personnes (figure 7). Ces interventions auraient probablement des effets positifs directs sur la disponibilité et la stabilité des aliments. Ils pourraient également avoir des effets positifs indirects sur des secteurs tels que le transport et les exportations, ainsi que sur la conservation et l'environnement. Bien que le département dans son ensemble bénéficie de ces initiatives, la carte de la figure 7 met en évidence des sections communales spécifiques telles que Mahotièr, Guinaudée et Dessources qui pourraient particulièrement bénéficier de chacune de ces interventions.

Figure 7. Zones focales des interventions en matière de sécurité alimentaire pour une agriculture productive et durable dans le département du Nord-Ouest d'Haïti



Source : Préparé par les auteurs.

4.4 Augmenter la résilience aux chocs et aux stress

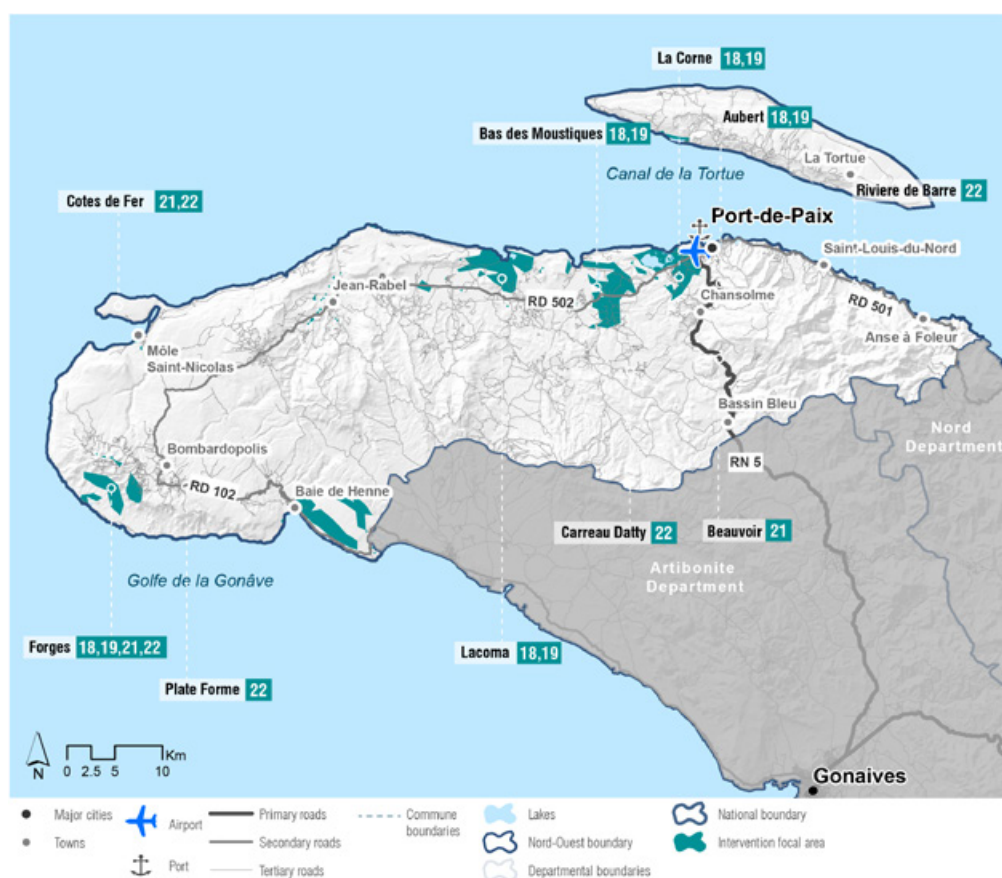
Ces interventions pourraient aider à réduire et à répondre aux impacts des chocs et/ou des facteurs de stress environnementaux et climatiques, et à accroître la résilience par la préparation aux situations d'urgence, les cultures et le bétail tolérants, et la lutte contre les parasites et les maladies. Les actions proposées pourraient avoir un

impact positif direct sur la disponibilité et la stabilité des aliments. Les interventions pourraient également avoir des retombées potentielles sur la pauvreté et la vulnérabilité en augmentant la résilience des populations vulnérables. En suivant chronologiquement la section précédente, les interventions proposées sont les suivantes : (18) mettre en place des filets de sécurité pour la préparation aux

situations d'urgence et l'assistance alimentaire (par ex., des projets de résilience) à Bombardopolis et à Baie de Henne afin d'accroître la résilience dans les zones à haut risque ; (19) promouvoir des paquets et une assistance techniques pour les cultures et les races de bétail tolérantes afin d'accroître la résilience aux chocs environnementaux, aux chocs climatiques et aux maladies, et d'augmenter la disponibilité et la stabilité des aliments ; (20) soutenir les pratiques agroforestières en fournissant des prêts de microcrédit, des subventions aux agriculteurs et une assistance technique, en particulier sur la formation à la technologie, et accroître la disponibilité et la stabilité des aliments ; (21) établir des stratégies de gestion pour le contrôle des parasites et des maladies ; (22) établir un réseau de distribution de transport qui augmente la résilience du système dans toutes les conditions météorologiques et lors des événements climatiques, et soutenir la stabilité et l'accès aux aliments ; et (23) prévenir et limiter les risques importants de volatilité des prix des aliments et augmenter la compétitivité par des stratégies telles que les assurances, les programmes de protection des prix et de protection sociale, les réserves alimentaires d'urgence, et les initiatives de commerce équitable pour la réduction des importations.

Ces actions bénéficieraient également de cartographies de l'insécurité alimentaire régulièrement mises à jour et prêtes à être utilisées en cas de catastrophe. Cela permettrait d'améliorer l'accès à la nourriture et la stabilité. Ces interventions pourraient bénéficier à environ 10 sections communales, améliorant ainsi l'accès à la nourriture et la stabilité pour près de 134 821 personnes (figure 8). Bien que le département dans son ensemble bénéficierait de ces interventions, la figure 8 met en évidence les sections communales telles que Forges, Côtes de Fer et Beauvoir qui pourraient particulièrement bénéficier de chacune des interventions.

Figure 8. Zones focales pour les interventions en matière de sécurité alimentaire visant à accroître la résilience aux chocs et aux facteurs de stress dans le département du Nord-Ouest d'Haïti



Source : Préparé par les auteurs.



5 Conclusions

Ce document a examiné les facteurs liés à l'insécurité alimentaire en Haïti, et plus particulièrement dans le département du Nord-Ouest. Haïti est l'un des pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire dans le monde, se classant au 109^{ème} rang sur 116 pays dans l'indice de la faim dans le monde en 2021. Le département du Nord-Ouest enregistre des niveaux particulièrement élevés d'insécurité alimentaire : 55 % de la population a un besoin urgent d'assistance et (six) 6 ménages sur (dix) 10 ont déclaré avoir adopté des stratégies d'adaptation d'urgence pour répondre à leurs besoins alimentaires ces dernières années (CNSA 2020). En utilisant les données de l'IPC et le cadre de sécurité alimentaire de la BID, cette analyse a mis en œuvre une approche géo-spatiale et une carte permettant l'exploration et l'identification géographique des facteurs qui contribuent à ces niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Elle recommande ensuite des mesures qui pourraient atténuer les défis identifiés dans le département du Nord-Ouest. L'approche spatiale a, en outre, permis une caractérisation géographique de ces facteurs afin d'élaborer des propositions spécifiques et ciblées.

Cette étude fait partie d'une série de quatre analyses sur les écarts de développement et les chaînes de valeur pour la production agricole en Haïti. Ensemble, ces études explorent les entraves en matière de développement dans le pays, analysent les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire, examinent le potentiel de promotion des exportations de produits agricoles clés et étudient les chaînes de valeur de certains produits agricoles qui pourraient être encouragés à la fois pour l'exportation et la consommation nationale.

L'approche spatiale de l'analyse de l'insécurité alimentaire, associée à l'examen de facteurs socio-économiques supplémentaires, fournit une définition géographiquement spécifique de l'emplacement et de l'étendue des défis qui entravent la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des aliments dans le département du Nord-Ouest. Le problème de l'insécurité alimentaire est grave et complexe en Haïti, et découle de facteurs multiples et hétérogènes. Le cadre analytique spatio-explicite et la méthodologie utilisés dans cette étude ont analysé les facteurs qui contribuent à l'insécurité alimentaire à travers quatre dimensions suivant le cadre de sécurité alimentaire de la BID : disponibilité, accès, utilisation et stabilité des aliments (BID 2018). L'analyse spatiale a été complétée par un examen d'autres facteurs socio-

économiques qui influencent les quatre dimensions de l'insécurité alimentaire et qui, combinés, réduisent l'offre et la demande de nourriture dans le département du Nord-Ouest. Cependant, l'étude est limitée par la disponibilité et la granularité des données géo-référencées pour l'analyse socio-économique.

L'insécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest est donc le résultat de la combinaison d'une offre et d'un accès limités à la nourriture, d'une utilisation inadéquate de la nourriture et de problèmes de stabilité alimentaire. Comme nous l'avons vu dans ce document, la chute de la production nationale due au manque d'infrastructures de qualité et de financements, à l'insécurité et aux catastrophes naturelles s'est produite parallèlement aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement internationale, affectant les importations et bloquant les recettes provenant de l'aide. Combinés, ces facteurs ont un effet négatif sur la disponibilité des aliments. Les contraintes d'approvisionnement et les restrictions de mobilité, les chocs de prix et les risques pour les revenus durables ont également un impact négatif sur l'accès à la nourriture. Les difficultés d'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement ainsi que la diversité insuffisante des régimes alimentaires qui entravent également l'utilisation de la nourriture. En outre, la stabilité alimentaire n'est pas garantie en raison de la dotation naturelle du département, de l'insuffisance des infrastructures d'irrigation, de la vulnérabilité aux chocs climatiques, des fluctuations des prix et de l'insécurité.

Sur la base des facteurs identifiés comme contribuant aux défis dans les différentes dimensions du cadre de sécurité alimentaire ainsi que des discussions avec les spécialistes de la BID et les organisations travaillant sur ces questions en Haïti, ce document a élaboré quatre recommandations générales et, dans le cadre de celles-ci, a recommandé des interventions spécifiques pour atténuer l'insécurité alimentaire.

- Premièrement, améliorer l'accès aux services de base pour favoriser l'accès et l'utilisation des aliments. L'extension des programmes de soutien aux revenus des ménages pauvres ainsi que l'accès à des services tels que l'électricité, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, pourraient aider à résoudre les problèmes d'accessibilité et d'utilisation des aliments qui contribuent à l'insécurité alimentaire. Bien que la figure 5 mette en évidence différentes sections communales du département du Nord-Ouest qui pourraient bénéficier des interventions proposées, le Haut des Moustiques, la Mahotière et les Granges pourraient particulièrement en bénéficier.
- Deuxièmement, promouvoir l'accès à une nutrition adéquate afin d'améliorer l'accès à la nourriture, son utilisation et sa stabilité. Ce qui pourrait être fait en promouvant des programmes de sensibilisation et d'éducation sur la nutrition et les différents groupes d'aliments et en veillant à ce que les interventions de sécurité alimentaire incluent des mesures d'enrichissement des aliments. Bien que la figure 6 identifie différentes sections communales du département du Nord-Ouest qui pourraient bénéficier des interventions proposées, Bas de Sainte Anne, La Pointe et Mayance pourraient particulièrement en profiter.
- Troisièmement, soutenir une agriculture productive et durable pour améliorer la disponibilité et la stabilité des aliments. Les actions spécifiques proposées comprennent l'investissement dans les infrastructures nécessaires à la production, à la transformation et à la distribution des aliments, le soutien à l'intensification des cultures et la fourniture d'une assistance technique et de solutions financières ciblées. Bien que la figure 7 se focalise sur différentes sections communales du département du Nord-Ouest qui pourraient bénéficier des interventions proposées, Mahotière, Guinaudée et Dessources pourraient, en particulier tirer profit de ces recommandations.
- Enfin, accroître la résilience aux chocs et aux stress pour augmenter la disponibilité et la stabilité des aliments. Les mesures visant à accroître l'atténuation et l'adaptation au changement climatique comprennent la réduction de la volatilité des prix, ce qui, dans le département du Nord-Ouest, pourrait spécialement soutenir les sections communales de Forges, Côtes de Fer et Beauvoir, comme le montre la figure 8. Cependant, s'attaquer aux défis qui découlent des événements climatiques graves serait bénéfique non seulement pour la sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest, mais aussi pour Haïti dans son ensemble.





Annexe

Annexe 1. Indicateurs et sources de données

L'approche spatiale de l'insécurité alimentaire a été conçue pour compléter et saisir les subtilités de la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) et du cadre de sécurité alimentaire de la Banque interaméricaine de développement, tout en offrant un niveau de granularité plus élevé et en évaluant les causes profondes et les domaines nécessitant une amélioration. Pour ce faire, les données ont été agrégées

au niveau de la section communale et normalisées sur les repères et les quantiles. Le tableau 1 de l'annexe comprend une liste de tous les indicateurs et sources de données utilisés pour l'analyse, tandis que le tableau 2 de l'annexe présente un résumé des vingt-trois (23) recommandations proposées pour promouvoir la sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest d'Haïti.

Annexe Tableau 1. Liste des indicateurs et des sources de données

Dimensions	Indicateur	Nom de la méthode	Description de la méthode	Nom des données	Unité géographique	Source	Année
Disponibilité de la nourriture	1	Infrastructure de soutien à l'agriculture	Disponibilité des centres de traitement	Temps de trajet jusqu'aux centres de traitement (0-30, 30-60, ou plus de 60 minutes)	Emplacement des centres de traitement	Point	MARNDR 2009
			Disponibilité de l'irrigation	Pourcentage de la surface équipée pour l'irrigation en 3 quantiles (élevé, moyen, faible)	Pourcentage de surface équipée pour l'irrigation	Trame	FAO 2013
			Disponibilité de routes pavées et de routes agricoles	Temps de trajet jusqu'aux routes (0-30, 30-60, ou plus de 60 minutes)	Routes primaires et secondaires du département du Nord-Ouest	Ligne	OSM 2020
Accès à la nourriture	2	Accès physique à la nourriture	Accès à la nourriture	Temps de trajet jusqu'aux marchés et zones de production (0-30, 30-60, ou plus de 60 minutes)	Emplacement des marchés	Point	OSM/Fewstnet 2020
						Polygone	Copernicus, IFPRI, ENEPA 2020/2013
	3	Statut socio-économique de la population	Accès à un revenu	Taux de pauvreté classé selon 3 quantiles (élevé, moyen, faible)	Taux de pauvreté	Sections Communales	BID 2019
Utilisation de la nourriture	4	Service de base	Pourcentage de ménages disposant d'une source d'eau améliorée	Zones avec moins de 68% (quantile supérieur) de ménages disposant d'une source d'eau améliorée	Pourcentage de ménages disposant d'une source d'eau améliorée	Trame(5km)	USAID 2016
			Pourcentage de ménages pratiquant la défécation en plein air (assainissement)	Zones avec plus de 40 % (quantile inférieur) de ménages pratiquant la défécation en plein air	Pourcentage de ménages ayant une défécation en plein air (assainissement)	Trame(5km)	USAID 2016
Stabilité alimentaire	5	Vulnérabilité climatique	Zone à risque de sécheresse	Zones à capacité de sol différente et zone de sécheresse	Zone à risque de sécheresse	Polygone	Banque mondiale 2017
					Capacité de sol	Polygone	CNIGS 2017
			Zone à risque d'inondation	Zones à risque d'inondation et zones situées à moins de 5 km de cours d'eau (rivières, lacs)	Zone à risque d'inondation	Polygone	Banque mondiale 2017
					Lacs	Polygone	OCHA 2012
					Rivières	Polygone	MINUSTAH 2015

Source : Préparé par les auteurs.

Annexe Tableau 2. Interventions proposées pour promouvoir la sécurité alimentaire dans le département du Nord-Ouest d'Haïti

	Proposition d'intervention	Sections communales possibles à cibler
1	Étendre les transferts monétaires et les programmes conditionnels intégrés à un programme départemental pour les besoins fondamentaux en matière de santé ou d'éducation.	Haut des Moustiques, Mahotièrre, Granges, Rivière de Barre et Bas de Sainte Anne
2	Mettre en place un programme « de la ferme à la population », dans les points névralgiques de production liés principalement aux céréales, aux amidons, aux légumineuses et aux légumes, qui cible les personnes en situation de pauvreté sans accès aux marchés alimentaires.	Chansolme, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Bas des Moustiques, l'Estère Déré et la Pointe
3	Étendre les programmes mondiaux d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) aux zones avoisinantes de la ville de Port-de-Paix, afin de permettre l'accès à ces services et d'améliorer les normes d'hygiène dans les zones rurales.	Mahotièrre, Haut des Moustiques, Lacoma, Vieille Hatte et Reserve ou Ti Paradis

4	Développer l'électrification hors réseau à l'échelle de la communauté (c'est-à-dire les mini-réseaux).	Haut des Moustiques, Derourvay, Granges, Mahotière et Grande Source
5	Fournir une ration mensuelle gratuite aux familles pauvres pour qu'elles envoient leurs enfants à l'école (par ex., le programme « Food for Education »).	Côtes de Fer (Anse-à-Foleur), Bas de Sainte Anne, Lafague (Chamoise), la Pointe et Mayance
6	Mettre en place des financements et des allocations pour promouvoir l'achèvement de l'éducation de base et secondaire pour les femmes et la jeune population du département.	Derourvay, Granges, Rivière de Barre, Bonneau et Côtes de Fer (Anse-à-Foleur)
7	Développer les cliniques mobiles et les unités médicales dans les zones rurales mal desservies.	Haut des Moustiques, Mahotière, Grande Source, Granges et Dessources
8	En réponse aux fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID-19, mettre en place des programmes visant à fournir des repas scolaires hebdomadaires aux ménages touchés par la pauvreté et présentant une forte concentration d'enfants souffrant de retards de croissance.	Lafague (Chamoise), Mayance, la Pointe, Bas des Moustiques et l'Estère Déré
9	Promouvoir des campagnes de sensibilisation à la sécurité alimentaire et des actions tenant compte de la nutrition afin de garantir des pratiques d'utilisation correcte des aliments.	La Pointe, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Bas des Moustiques, Mayance et Bas de Sainte Anne
10	Veiller à ce que les interventions en matière d'accès à la nourriture et de sécurité alimentaire comportent une composante d'enrichissement des aliments (par ex., le fer et les autres macronutriments manquants dans le département) dans le cadre des produits alimentaires fournis.	Politique à l'échelle du département
11	Établir des programmes de développement des compétences des femmes liés à l'enrichissement des aliments, à la production d'en-cas, à l'emballage et aux jardins potagers afin de soutenir les efforts actuels du Bureau de Nutrition et Développement et de l'Organisation pour le Développement Rural Intégré du Nord-Ouest pour aborder la sécurité alimentaire dans le département.	Côtes de Fer (Anse-à-Foleur), Bas de Sainte Anne, Lafague (Chamoise), la Pointe et Chansolme
12	Augmenter le financement de l'expansion de l'irrigation en réaffectant le programme de gestion de l'irrigation et de l'environnement PITAG/PAPAIR.	Mahotière, Bas des Moustiques, Carreau Datty, Vieille Hatte et Lacoma
13	Améliorer les routes secondaires et tertiaires pour garantir l'accès aux installations de transformation et l'accès de la ferme au marché.	Chansolme, Lacoma, Guinaudée, Aubert et Vieille Hatte
14	Améliorer la post-production en augmentant la capacité de stockage post-récolte ainsi que les stocks alimentaires et les réserves de céréales.	Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Mahotière, Guinaudée, Dessources et Grande Source
15	Établir des installations de stockage de la chaîne du froid.	Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Mahotière, Guinaudée, Dessources et Grande Source
16	Assurer la supervision et la gestion pour accroître l'intensification des cultures.	Politique à l'échelle du département
17	Focaliser les paquets et l'assistance techniques (par ex, les semences, les engrais, les équipements, etc.) et les solutions financières (par ex., les garanties de crédit, les prêts, etc.) pour soutenir les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes.	Mare Rouge, Mahotière, Pointe des Oiseaux, Bas de Sainte Anne et Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas)
18	Mettre en place des filets de sécurité en matière de préparation aux situations d'urgence et d'assistance alimentaire (par ex., des projets de résilience) dans les communes de Bombardopolis et de Baie de Henne pour accroître la résilience dans les zones à haut risque.	La Corne, Aubert, Lacoma, Forges et Bas des Moustiques

19	Fournir des paquets et une assistance techniques pour promouvoir les cultures et les races de bétail tolérantes afin d'accroître la résilience aux chocs environnementaux, aux chocs climatiques et aux maladies.	La Corne, Aubert, Lacoma, Forges et Bas des Moustiques
20	Promouvoir les pratiques agroforestières en accordant des microcrédits, des subventions aux agriculteurs et des formations technologiques.	Politique à l'échelle du département
21	Établir des stratégies de gestion pour la lutte contre les parasites et les maladies.	Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Forges et Beauvoir
22	Établir un réseau de distribution des transports qui augmente la présence du système dans toutes les conditions météorologiques et lors des événements climatiques.	Carreau Datty, Rivière de Barre, Côtes de Fer (Môle Saint Nicolas), Forges et Plate-Forme
23	Prévenir et minimiser les risques importants de volatilité des prix des denrées alimentaires et accroître la compétitivité grâce à des stratégies telles que les assurances, la protection sociale, les réserves alimentaires d'urgence et les initiatives de commerce équitable pour la réduction des importations.	Politique à l'échelle du département

Source : Préparé par les auteurs.

Références

- Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). 2019. Enquête Nationale de la Sécurité alimentaire et Nutritionnelle (ENUSAN 2019). CNSA, Port-au-Prince. Disponible à l'adresse : <https://www.cnsahaiti.org/enquete-nationale-de-la-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-enusan-2019/>
- Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA). 2020. Évaluation Rapide de l'Impact de la COVID-19 sur la Sécurité Alimentaire, Moyens d'existence et Production agricole. CNSA, Port-au-Prince. Disponible à l'adresse : https://fscluster.org/sites/default/files/documents/rapport_final_evaluation_samepa_29102020.pdf
- Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET). Non daté. Perspectives de la sécurité alimentaire en Haïti : Amélioration limitée après les récoltes de printemps dans un contexte de hausse des prix alimentaires et d'insécurité civile : juin 2022 à janvier 2023. Agence américaine pour le développement international, Washington, DC. Disponible à l'adresse <https://fewsn.net/central-america-and-caribbean/haiti/food-security-outlook/june-2022>
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2007. « Organic agriculture and access to food » (Agriculture biologique et accès à l'alimentation). Rapport de conférence, Italie, 3 au 7 mai 2007. Rome : FAO. Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/3/ah949e/ah949e.pdf>
- Réseau d'information sur la sécurité alimentaire (RCPA). 2022. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022. Rome : FAO. Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb9997en/>
- Giles Álvarez, L., J.C. Vargas-Moreno, et L.P.T. Cavalcanti. 2021. Cartes des écarts : Une approche géospatiale pour estimer les écarts de développement en Haïti. Banque interaméricaine de développement, Washington, DC. Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/en/maps-gaps-geospatial-approach-estimating-development-gaps-haiti>
- Giles Álvarez, L., J.C. Vargas-Moreno, A. Mejia et N. Jean-Baptiste. 2022 (à suivre). Denrées Alimentaires pour L'exportation. Une analyse du potentiel d'exportation agricole d'Haïti dans le département du Nord-Ouest. Banque interaméricaine de développement, Washington, DC.
- Institut Haïtien de l'Enfance (IHE), et ICF International 2018. Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services – EMMUS-VI 2016-2017. Disponible à l'adresse : <https://www.dhsprogram.com/publications/publication-fr326-dhs-final-reports.cfm>
- Institut Haïtien de Statistiques et d'Informatique (IHSI). 2012. Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages après Séisme 2012 (ECVMAS) Database. IHSI, Port-au-Prince.
- Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) 2022. Haïti : Analyse de l'insécurité alimentaire aigüe mars-juin 2022 (en anglais). Disponible à l'adresse : <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155488/?iso3=HTI>
- Banque interaméricaine de développement (BID). 2018. Document cadre du secteur de la sécurité alimentaire. Banque interaméricaine de développement, Washington, DC. Disponible à l'adresse : <https://www.iadb.org/en/sector/agriculture/sector-framework>
- Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). 2008. Recensement Général de l'Agriculture. République d'Haïti, Port-au-Prince. Disponible à l'adresse : http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricoles/EnqueteCommunautaire/documents/menu.html
- Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR). 2014. National Agricultural Production Estimation Survey (ENEPA). République d'Haïti, Port-au-Prince.
- Morris, M., A.R. Sebastian, et V.M.E. Perego. 2020. Future Foodscapes : Re-imagining Agriculture in Latin America and the Caribbean (en anglais) : (Paysages alimentaires du futur : Réimaginer l'agriculture en Amérique latine et dans les Caraïbes). La Banque mondiale, Washington, DC. Disponible à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/942381591906970569/future-foodscapes-re-imagining-agriculture-in-latin-america-and-the-caribbean>
- Pokhriyal, N., O. Zambrano, J. Linares, et H. Hernández. 2019. Estimation et prévision de la pauvreté et des inégalités de revenus en Haïti en utilisant l'imagerie satellite et les données de téléphonie mobile. Banque interaméricaine de développement, Washington, DC. Disponible à l'adresse : <https://publications.iadb.org/en/estimating-and-forecasting-income-poverty-and-inequality-in-haiti-using-satellite-imagery-and-mobile-phone-data>

- FAO / OMS 2021. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Disponible à l'adresse : <https://www.fao.org/documents/card/fr/c/cc0640fr>
- Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 2022. Impact socioéconomique de la pandémie de COVID-19 en Haïti: Résultats de l'enquête auprès des ménages Haïtiens. Disponible à l'adresse : <https://www.undp.org/fr/haiti/publications/impact-socio%C3%A9conomique-de-la-pand%C3%A9mie-covid-19-en-ha%C3%Afti>
- Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies. 2016. Investissements pour des systèmes alimentaires sains. Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies, Rome. Disponible à l'adresse : https://www.unscn.org/files/ICN2_TPM/EN_final_Investments_for_Healthy_Food_Systems_UNSCN.pdf
- Agence américaine pour le développement international (USAID). 2021. Haïti : Nutrition Profile (Profil nutritionnel) (en anglais) Mai. Disponible à l'adresse : https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/Copy_of_tagged_Haiti-Nutrition-Profile.pdf
- Van Vliet, Geert, Sandrine Freguin-Gresh, Thierry Giordano, Jacques Marzin, et Gael Pressoir. 2017. La problématique foncière en Haïti : Comment le Recensement Général Agricole de 2010 questionne les politiques publiques. Centre de Coopération Internationale en Recherche Agricole pour le Développement. Disponible à l'adresse : <https://agritrop.cirad.fr/580373/7/ID580373.pdf>

